

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

LE PROCESSUS DÉCISIONNEL EN MATIÈRE DE LIBÉRATION
CONDITIONNELLE FÉDÉRALE

PAR

GENEVIÈVE TESSIER

ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE

FACULTÉ DES ARTS ET SCIENCES

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE
MAÎTRISE EN CRIMINOLOGIE (M.Sc.)

DÉCEMBRE 2004

© GENEVIÈVE TESSIER 2004



HV

6015

U54

2005

V.003

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

LE PROCESSUS DÉCISIONNEL EN MATIÈRE DE LIBÉRATION
CONDITIONNELLE FÉDÉRALE

présenté par :

Geneviève Tessier

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Marie-Marthe Cousineau
Président-rapporteur

Marion Vacheret
Directeur de recherche

Johanne Vallée
Membre du jury

Mémoire accepté le 11 février 2005

REMERCIEMENTS

La réalisation d'un mémoire de maîtrise est un investissement qui exige une persévérance continue. Le mérite d'en arriver à la fin ne revient pas seulement à la personne qui l'a initié, mais aussi à d'autres, qui, de près ou de loin, ont apporté leur soutien.

Ce premier remerciement, je le fais à ma directrice de recherche, Madame Marion Vacheret. Celle-ci a su me soutenir, m'éclairer et me stimuler tout au long de cette recherche. Ses commentaires pertinents ont su alimenter la flamme instigatrice de ce questionnement. Je souligne donc sa disponibilité et l'investissement qu'elle a mis pour m'aider à mener à terme cette recherche.

Je remercie l'École de criminologie de l'Université de Montréal et la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) qui ont rendu possible la réalisation de ce mémoire. Un remerciement tout spécial aux dirigeants de la CNLC, particulièrement Carole Ménard et aux commissaires qui ont bien voulu donner de leur temps pour la réalisation de mes entrevues.

Je remercie aussi mes collègues universitaires Cindy et Audrey, qui ont cheminé en même temps que moi. Sans elles, ce travail n'aurait pas été aussi agréable à réaliser.

Cette recherche n'aurait pu être menée à terme si je n'avais vécu dans un milieu paisible et stimulant. Ainsi, je remercie tout spécialement mes proches...

Karine, Brigitte, Marc-André, Julie et les membres de ma famille pour avoir su m'écouter et me divertir au bon moment;

Caro, pour être toujours présente, à l'écoute et attentionnée;

Mon père Jacques et à ma mère Lise, pour avoir cru en moi tout au long de cette démarche;

Pupuce, Brisure et Vanille pour leur présence silencieuse.

En terminant, un tendre câlin à Donald, l'homme qui partage ma vie. Merci de ta patience qui m'a tant apportée....

SOMMAIRE

À travers les années, la finalité de la libération conditionnelle a été sujette à de nombreuses reformulations. Aujourd'hui, la libération conditionnelle est accordée aux délinquants qui représentent de faibles risques pour la société. À la suite de plusieurs critiques à l'égard du caractère opaque et arbitraire du processus décisionnel en matière de liberté anticipée, plusieurs outils ont été créés en vue d'une standardisation des critères décisions. Ce modèle décisionnel, qui inclut la *Loi sur le système correctionnel et sur la mise en liberté sous condition* (LSCMLSC) et de nombreux outils d'évaluation du risque, vise l'uniformité dans le processus décisionnel en procurant des critères objectifs.

L'objectif de notre recherche était d'analyser la prise de décision des commissaires de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC). Nous voulions ainsi mettre en lumière les éléments qui sous-tendent les décisions. Pour ce faire, nous avons eu recours à une méthodologie qualitative. À l'aide d'entrevues avec les décideurs de la CNLC de la région du Québec, nous avons recueilli leur vision personnelle de leur prise de décision.

À la suite de l'analyse du discours des décideurs de la CNLC, il ressort plusieurs éléments. D'une part, la LSCMLSC semble très importante au sein du processus décisionnel des commissaires, car celle-ci leur offre des critères précis et ainsi leur assure une certaine protection. Toutefois, dans certains cas, les interviewés semblent désirer plus de latitude par rapport aux critères légaux, notamment dans l'application de la mesure d'examen expéditif et du maintien en incarcération. D'autre part, les commissaires ont soulevé les enjeux de leurs décisions. Celles-ci auront un impact sur les délinquants, sur la population, ainsi que sur les décideurs. Enfin, les interviewés ont soulevé les éléments qui entrent en compte dans leur processus décisionnel. Parmi ceux-ci, certains éléments sont à caractère objectif, tels que les critères de la LSCMLSC, d'autres à caractère plus subjectif, tels que l'intuition et le jugement. De plus, dans leur discours, les commissaires font référence à d'autres éléments qui peuvent avoir une certaine influence sur leur prise de décision, tels que l'opinion publique.

À la lumière de nos résultats et des enjeux évoqués, il ressort que, malgré l'appareil mis en place pour rendre le processus décisionnel de la CNLC le plus objectif et uniforme possible, les décisions rendues incluent une grande part de subjectivité. En effet, une gamme de facteurs externes ou subjectifs s'ajoute aux critères objectifs mis en place pour la prise de décision. Les résultats de cette recherche soulèvent des questionnements. À quelle fin est prise une décision en matière de libération anticipée? Jusqu'à quel point les commissaires de la CNLC détiennent-ils le pouvoir décisionnel?

Mots clés : prise de décision - libération conditionnelle - évaluation du risque - Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLSC)

SUMMARY

In the past few years, many people reconsidered the fundamental purpose of parole. These days, parole is granted to offenders who show low risks to society. After many critics regarding arbitrary and opaque decision process of parole, many alternatives have been created in order to standardise the way decision should be taken. This decision model includes *Corrections and Conditional Release Act* (CCRA) and tools to assess risks of re-offences. This model focuses on how to process effective objective criteria.

Our goal in this research was to analyse the decision process of the commission members of the National Parole Board (NPB). Our objective was to highlight the factors of their decisions. To accomplish our goal, we did a qualitative methodology study. With these results we have been able to learn more about the commission members regarding their decision making. In fact, interviews were necessary in order to get the proper vision of the commission members.

The study analysis show important points. CCRA seems to be very important in the decisional process for the members. This law offers a lot of precise criterions and a certain peace of mind for the members. However, in some cases, members wish to have more latitude in terms of legal criterions, specifically, in regard of measures of the accelerated parole reviews and of the detention during period of statutory release. Secondly, the commission members stated the impacts of their decisions. They consider that their decisions will not only affect the offenders, but also the society and the members as well. Finally, the members highlighted what factors they consider in the way they grant their decisions. Some of these factors are objectives, such as the CCRA's criterions. Others are more subjective, such as the judgement and intuitions of the commission members. Also, members refer to others factors that may influence decisions making, such as the opinion of the public.

Seeing through the results, we notice that even with the proper system established, the NPB's decision's process includes a part of subjective thinking. In fact, some subjective and externals factors adds on to the

objectives criterion put in place. This acknowledgment reveals some questioning. What is the real purpose of the decision's process of parole? What are the boundaries of the commission members in case of decision making?

Key Words: decision's process - parole (conditional release) - risks assessment - Corrections and Conditional Release Act (CCRA)

TABLE DES MATIÈRES

Remerciement.....	iii
Sommaire.....	iv
Summary.....	vi
Table des matières.....	viii
INTRODUCTION.....	1
<u>CHAPITRE 1 - La décision en matière de libération conditionnelle</u>	
1.1-Les finalités de la libération conditionnelle au Canada.....	6
1.2-Le processus décisionnel.....	13
1.2.1-Les critiques face au processus décisionnel.....	13
1.2.2-Modélisation des décisions.....	17
1.3-Le cadre dans lequel s'inscrit la décision.....	20
1.3.1-Évaluation actuarielle versus jugement clinique.....	20
1.3.2-Qui sont les délinquants dangereux?.....	24
1.3.3-Implication de la collectivité.....	26
<u>CHAPITRE 2 - La CNLC et les mesures de libération conditionnelle</u>	
2.1-La Commission nationale des libérations conditionnelles.....	35
2.1.1-À partir de 1899.....	35
2.1.2-La CNLC aujourd'hui.....	36
2.2-Énoncé de la Mission et valeurs fondamentales de la CNLC.....	38
2.2.1-Énoncé de Mission.....	38
2.2.2-Valeur fondamentale 1.....	38
2.2.3-Valeur fondamentale 2.....	39
2.2.4-Valeur fondamentale 3.....	40
2.2.5-Valeur fondamentale 4.....	40
2.3-Les types de mise en liberté.....	41
2.3.1-Permission de sortir.....	42

2.3.2-Semi-liberté.....	43
2.3.3-Libération conditionnel totale	44
2.3.4-Examen Expéditif	44
2.3.5-Libération d'office et maintien en incarcération.....	45
2.4-Les politiques décisionnelles de la CNLC.....	46
2.4.1-Évaluation du risque en vue des décisions prélibératoires.....	46
2.4.2-Processus de prise de décision.....	48
A) L'évaluation des facteurs de risques et des besoins du délinquant au moment de l'incarcération	48
B) L'évaluation du comportement du délinquant en établissement et les résultats des interventions susceptibles d'avoir réduit le risque présenté par le délinquant.	50
C) L'évaluation du plan de libération et évaluation finale du risque.....	51

CHAPITRE 3 - La méthodologie

3.1-Objectifs de recherche.....	56
3.2-Méthodologie	57
3.2.1-L'observation participante.....	58
3.2.2-L'entretien qualitatif	61
3.2.3-Les commissaires de la CNLC.....	63
3.2.4-La cueillette des données.....	64
3.2.5-Analyse.....	65
3.2.6-Interprétation des résultats.....	65
3.2.7-Limite.....	67

CHAPITRE 4 - La prise de décision des commissaires de la CNLC

4.1-Le cadre décisionnel.....	71
4.1.1-Pouvoir législatif.....	72
4.1.2-Volonté d'indépendance	74
4.2-Les enjeux de la décision	78
4.2.1-Impact de la décision.....	78
A) Incertitude dans la prédiction du comportement humain.....	79

B) Compte à rendre à la population.....	80
C) Couverture médiatique.....	82
D) Force de caractère.....	84
4.2.2-La CNLC et ses membres, vus par les commissaires.....	86
A) Collégialité.....	86
B) CNLC.....	90
4.3-Les critères de décision.....	95
4.3.1-Des décisions objectives.....	96
4.3.2-L'intuition et le jugement.....	98
A) L'étude de cas	98
B) L'audience.....	101
4.3.3-Regard critique.....	104
4.3.4-Autres influences	108

CHAPITRE 5 - Conclusion

5.1-Le processus décisionnel.....	115
5.1.1-Des décisions objectives	116
A) Outils et critères de décisions objectifs mis à la disposition des décideurs de la CNLC.....	117
B) Professionnels à l'extérieur du milieu carcéral.....	118
C) Les conséquences reliées à la décision.....	118
D) Décisions prises à plusieurs commissaires	119
5.1.2-Des décisions subjectives.....	120
A) Le jugement dans leurs décisions	121
B) Les contingences d'une prise de décision.....	122
5.1.3-Enjeux.....	124
5.2-Le pouvoir décisionnel	127
5.2.1-Opinion publique.....	127
5.2.2-Le processus décisionnel est-il juste?	129
5.2.3-Enjeux	130

RÉFÉRENCES

ANNEXE

INTRODUCTION

La libération conditionnelle des délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement est un sujet d'actualité. À maintes reprises les commissions des libérations conditionnelles (provinciale et fédérale) font les manchettes des médias pour des questions liées au processus de mise en liberté anticipée. En effet, à l'heure actuelle les récidives violentes faites par des libérés conditionnels et le déroulement des sentences d'emprisonnements sont le sujet de nombreux débats. *À quoi bon donner à quelqu'un une peine d'emprisonnement si celui-ci a la possibilité de sortir au tiers ou au sixième de sa sentence? Quels sont les avantages de libérer un criminel avant la fin de sa peine?* Peu importe la nature de l'information véhiculée par les médias, celle-ci témoigne de l'intérêt que notre société accorde au processus de libération conditionnelle et aux conséquences de la mise en liberté sous condition. Ainsi, cet intérêt pour la libération conditionnelle nous amène à réfléchir sur le processus de mise en liberté sous condition et sur les enjeux que soulève cette mise en liberté anticipée.

Bien que certaines études se soient penchées sur les décisions rendues en matière de mise en liberté anticipée, à ce jour aucune d'entre elles n'a directement exploré le discours même des décideurs en matière de libération conditionnelle. Ainsi, nous avons choisi de porter notre recherche sur la vision personnelle des décideurs en matière de libération

conditionnelle fédérale¹. Nous avons donc approché la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) pour réaliser notre étude. La CNLC agit à titre de tribunal administratif indépendant. Les décideurs de la Commission sont encadrés dans leurs décisions par la *Loi sur le système correctionnel et sur la mise en liberté sous condition* (LSCMLSC). En vertu de cette loi, la Commission a le pouvoir d'octroyer, de refuser ou de révoquer à un délinquant une quelconque forme de liberté anticipée. Le processus décisionnel de la Commission est dicté par la LSCMLSC et par les politiques décisionnelles de la CNLC. Ce processus décisionnel dépend du type de liberté demandé. Toutefois, généralement le processus décisionnel de la CNLC comprend l'étude exhaustive du dossier du délinquant² et dans certains cas, la tenue d'une audience et la délibération des commissaires. Dans ce cadre, l'objectif général de notre étude était de recueillir la perception qu'ont les décideurs de la Commission de leur prise de décision. Plus spécifiquement notre étude visait l'analyse des propos des commissaires de la CNLC sur leur processus décisionnel. Nous voulions ainsi mettre en lumière les éléments qui sous-tendent leurs décisions.

Tout d'abord, il importe de se pencher sur la finalité de la libération conditionnelle. Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous abordons les différents objectifs visés par la libération conditionnelle depuis son entrée dans le système pénal en 1899. Ensuite, nous présentons une revue de la littérature qui aborde les tendances actuelles du système de justice

¹ Les délinquants sous responsabilité fédérale purgent une peine de deux ans et plus.

² Le dossier du délinquant est complété par les membres du Service correctionnel du Canada (SCC).

pénale et du processus de libération conditionnelle. Parmi ces éléments, nous explorons les critiques avancées par des personnes de différents milieux en rapport avec le processus de mise en liberté sous condition et les mesures entreprises pour combler ces lacunes. Parmi celles-ci on note l'adoption d'un modèle décisionnel objectif qui inclut la *Loi sur le système correctionnel et sur la mise en liberté sous condition* (LSCMLSC) et de nombreux outils d'évaluation du risque de récidive. De plus, dans ce chapitre nous présentons un aperçu des questions de fond qui sont reliées à cette mise en liberté sous condition, tout particulièrement celles reliées aux débats entourant le jugement clinique et l'évaluation actuarielle, ainsi que les enjeux reliés à l'opinion publique et aux victimes d'actes criminels.

Le deuxième chapitre se consacre à la description de la CNLC. En effet, nous présentons la Mission et les valeurs fondamentales de la CNLC. Celles-ci sont à la base de toutes décisions rendues par les décideurs de la Commission. Ensuite sont présentés les mesures de mise en liberté sous condition et le processus décisionnel de la Commission tel que dicté par les politiques décisionnelles de la CNLC.

Dans le troisième chapitre est décrite notre méthodologie de recherche. Pour recueillir le discours personnel des décideurs de la CNLC à propos de leur prise de décision, nous avons eu recours à une méthodologie qualitative. Tout d'abord, pour nous familiariser avec le processus décisionnel de la Commission, nous avons assisté à des audiences de mise en liberté sous condition. Ensuite, pour recueillir le point de vue des

décideurs de la CNLC, nous avons fait des entrevues avec les commissaires de la CNLC de la région du Québec. Pour l'analyse de nos résultats, nous avons procédé à des analyses verticales (chaque entrevue analysée en elle-même) et à des analyses horizontales (la comparaison des entrevues entre elles). À l'aide des analyses verticales, nous avons pu mettre en lumière les thèmes qui ressortent des entrevues et ainsi dégager le fil conducteur de chaque entrevue. Par la suite, les entrevues horizontales nous ont permis de ressortir les convergences et les divergences qui émergeaient de nos entrevues.

Les résultats de l'analyse du discours des commissaires sur leur prise de décision sont présentés au quatrième chapitre. Dans ce chapitre nous mettons en lumière les points qui ressortent des propos des commissaires et insistons sur les nuances qui s'y appliquent. Ainsi, nous présentons comment les commissaires se positionnent par rapport au cadre légal dans lequel s'inscrivent leurs décisions et par rapport aux politiques décisionnelles de la CNLC. Ensuite, nous abordons le point de vue des commissaires sur les enjeux que leurs décisions soulèvent. Enfin, nous dressons un portrait des éléments abordés par les commissaires comme faisant partie de leur processus décisionnel.

La conclusion met en lumière les principaux résultats de notre recherche. D'une part, nos résultats sont mis en perspective avec les principaux éléments qui ressortent de notre revue de la littérature. D'autre part, nous entamons une réflexion sur les questions et les enjeux que soulèvent les résultats de notre recherche.

CHAPITRE 1 - LA DÉCISION EN MATIÈRE DE
LIBÉRATION CONDITIONNELLE

La libération conditionnelle consiste à donner à un délinquant³ qui purge une peine d'emprisonnement, la possibilité de purger une partie de sa sentence au sein de la collectivité plutôt que derrière les murs d'une prison ou d'un pénitencier. La prise de décision en matière de libération conditionnelle est une question fondamentale pour la personne qui fait une demande de libération conditionnelle, pour la collectivité au sein de laquelle le délinquant sera remis en liberté et pour les décideurs qui doivent rendre une décision qui soit la plus juste possible.

Plusieurs enjeux sont derrière la prise de décision en matière de libération anticipée. D'une part, la finalité de la libération anticipée est source de questionnements. En effet, au fil des années, la philosophie et les objectifs de la libération conditionnelle se sont largement modifiés. D'autre part, plusieurs personnes se sont penchées sur les critères à la base d'une décision en matière de libération conditionnelle. Cette libération est-elle octroyée aux mérites de chacun ou selon un profil de risque? Enfin, la collectivité est directement concernée lorsqu'un délinquant est remis en liberté au sein de la communauté. Quel regard la collectivité porte-t-elle sur le principe de libération anticipée ?

1.1-Les finalités de la libération conditionnelle au Canada

D'hier à aujourd'hui, la philosophie de la libération conditionnelle s'est largement modifiée. Au fil des années, nous sommes passés d'une mesure

³ Par délinquant nous entendons : une personne qui a commis un ou plusieurs délits.

de clémence distribuée au mérite, à un privilège accordé en fonction du profil de faible risque que représente un délinquant (Robert, 2001).

La libération conditionnelle fit son apparition en 1899. À ses débuts, la libération conditionnelle était considérée comme une mesure de clémence, et était accordée sous forme de pardon. Cette clémence avait pour but de réduire la peine de certains délinquants pour qu'ils puissent réintégrer la société. De cette façon, ces personnes pouvaient retourner auprès de leur famille pour subvenir à leurs besoins (CNLC, 2003a).

À cette époque, la prison était vue comme l'école du crime. Cette clémence était donc accordée à des personnes qui étaient perçues comme « *relativement innocentes* ». Cette classification faisait référence à des personnes qui étaient condamnées pour une première infraction fédérale, pour des vols mineurs (ex : vol à l'étalage) (CNLC, 2003a). Ces personnes étaient considérées comme des criminels par accident et non des personnes ayant un mode de vie criminel. Le criminel par accident était vu comme :

« ...un jeune homme de bonnes mœurs, qui a pu commettre un crime dans un moment de passion ou qui a peut-être été victime du mauvais exemple ou de l'influence d'amis indignes de ce nom. On a dit du bien de lui pendant son emprisonnement et l'on suppose qu'il serait un bon citoyen, si on lui donnait une autre chance. » (CNLC, 2003a)

On considérait alors qu'il était bénéfique d'éloigner ces personnes du monde criminel.

À ses débuts, la libération conditionnelle s'octroyait sous forme de permis qui pouvait être révoqué à tout moment par les autorités pénitentiaires. Dans la communauté, le détenu en liberté conditionnelle était sous la surveillance de membres du système correctionnel et devait se conformer à certaines conditions. Les conditions associées à cette mise en liberté étaient le respect des lois, la « *non-oisiveté* », « *la fréquentation de gens de bonnes mœurs* » et la présentation fréquente au chef de police. Aucune règle d'admissibilité ou de ligne directrice ne dictait la décision d'octroyer une liberté sous condition (CNLC, 2003a).

À la suite de recommandations émises dans certains rapports d'enquêtes, tels que le Rapport Archambault (1938), la libération conditionnelle n'est plus considérée comme une mesure de clémence, mais comme un outil de réadaptation (CNLC, 2003b). La réadaptation avait pour objectif de modifier les comportements problématiques de la personne en lui fournissant les outils pour adopter un mode de vie exempt de criminalité. Selon le Rapport Archambault (1938), un retour en communauté devait aider les délinquants « *...à devenir des membres utiles de la société.* » (p.241). De cette façon, le délinquant pouvait retourner à ses occupations quotidiennes.

Certaines conditions pouvaient être ajoutées à cet octroi, telles que l'interdiction au délinquant de fréquenter des gens ayant un dossier

criminel. Ces conditions, « ...loin d'être en vue de (...) punir [le délinquant], ont surtout pour objet de l'aider à acquérir de bonnes habitudes et à adopter un mode d'existence plus ordonné et plus discipliné. » (Archambault, 1938, p.241). L'objectif de cette réadaptation était donc d'outiller le délinquant pour que celui-ci puisse fonctionner en communauté.

Dans les années 1950, le système carcéral a été pensé sur un modèle médical. Ce modèle de guérison avait pour but de corriger les comportements problématiques du délinquant, par exemple de régler un problème de dépendance à l'alcool qui serait à l'origine de son comportement criminel. L'idée était de mettre à profit la sentence du délinquant en lui permettant d'améliorer certains de ses comportements jugés problématiques. Ainsi, certains programmes ont été implantés dans les pénitenciers notamment en ce qui a trait à l'éducation, aux sports et aux loisirs. L'objectif global de ces programmes était d'impliquer le délinquant dans un mode de vie sain, pour ainsi contrer l'oisiveté. Au début de sa peine, une équipe d'intervenants et de professionnels était attitrée au détenu. Ceux-ci veillaient à planifier la peine du détenu en fonction de sa problématique, pour qu'elle lui soit la plus bénéfique possible. Ils décidaient donc des programmes que le délinquant devait suivre (CNLC, 2003c).

L'idée de réadaptation étant sous-jacente, la probation et la libération conditionnelle étaient alors privilégiées. Ainsi, à cette époque, chaque détenu avait droit à une évaluation en vue d'une liberté précoce (Fauteux,

1956). Dans ce contexte, tout au long de leur peine d'emprisonnement, les détenus se préparaient en vue de ce retour en communauté.

Dans les années 1960, la libération conditionnelle devient une mesure de protection de la société. Cette protection devait être assurée par la réinsertion sociale du délinquant.

À la suite de certains rapports, tels que le rapport Ouimet en 1969, l'incarcération est perçue comme étant néfaste pour le détenu. Les arguments évoqués sont que le milieu pénitentiaire, les fréquentations qui s'y forment et le mode de vie qui y règne encouragent le délinquant à rester dans son mode de vie criminel. L'idée prédominante est donc d'accélérer la réintégration du délinquant dans la communauté (CNLC, 2003c). À cette époque, on considère qu'il est plus sécuritaire pour le public de permettre au délinquant de purger le reste de sa peine dans la communauté avec des modalités de surveillance, que de le libérer à la toute fin de sa sentence. Cette réinsertion anticipée permet de fournir un encadrement au délinquant tout en lui procurant des ressources susceptibles de l'orienter positivement en société (CNLC, 2003c). L'objectif de la libération conditionnelle était alors la réinsertion sociale du délinquant pour la protection à long terme de la société « *...puisque'elle réduit les probabilités de récidive.* » (Ouimet, 1969, p.355). En effet, à cette époque on considère que l'intégration graduelle au sein de la communauté permet au délinquant de se sortir du monde criminel et de reprendre un mode de vie dépourvu de criminalité. La réinsertion sociale était ainsi associée à une baisse de la récidive.

Enfin, à partir des années 1970 et encore aujourd'hui, la libération conditionnelle est une mesure accordée davantage sous forme de privilège. En effet, l'accès à la libération conditionnelle se resserre et celle-ci est accordée à certaines personnes selon des critères de sélection très précis. Les personnes qui bénéficient de cet octroi sont considérées comme des délinquants représentant de faibles risques pour la société.

À la suite de plusieurs récidives violentes de la part de libérés conditionnels, dans les années 1980, différents groupes d'études se sont penchés sur les questions qui entourent la mise en liberté sous conditions. De ces recherches, il ressort que le public a perdu confiance dans le système de justice pénale : « *Le public s'inquiète vivement du traitement auquel les délinquants violents et à risques élevés sont soumis par notre système correctionnel.* » (Daubney, 1988, p.200). Notamment, le public considère que les sanctions pénales sont trop clémentes. Des mesures plus restrictives sont alors adoptées. Ainsi, la libération conditionnelle ne sera plus considérée la suite logique du chemin correctionnel, mais plutôt, tel que le rapport Daubney le recommandait, « *un privilège qui doit être mérité.* » (Daubney, 1988, p.211)

Au cours des dernières décennies, s'installe un courant de ségrégation rigoureuse des infracteurs (Robert, 2001). Ceux-ci sont alors classés entre des délinquants à faibles risques et des délinquants à risques élevés. Par ailleurs, on note des changements dans la législation, qui créent un écart entre les personnes considérées être des « petits

délinquants » et les délinquants considérés plus dangereux. Cette classification aura une influence sur le déroulement de la sentence de chacun de ces délinquants.

D'une part, on note l'ajout de mesures plus draconiennes pour les délinquants considérés dangereux (Landreville, 2001). Parmi ces changements, il y a des modifications à la période d'admissibilité aux libérations anticipées. Par exemple, les délinquants qui purgent de longues sentences voient leur date d'admissibilité à une libération conditionnelle, repoussée. Ces changements accentuent l'écart entre les deux catégories de criminels.

De plus, quelques mesures plus restrictives sont adoptées, telles que le maintien en incarcération (Landreville, 2001). Cette mesure consiste à décider en audience, de ne pas libérer, au moment de leur date de libération d'office⁴, les détenus susceptibles de commettre un crime pouvant causer la mort ou des dommages graves avant l'expiration de leur peine. Les détenus visés par cette mesure sont ceux qui ont commis des infractions de violence. L'évaluation d'un cas possible à une libération anticipée ne sera plus seulement basée sur les actes passés, mais aussi sur la possibilité de commettre de nouveaux actes criminels, donc sur une récidive virtuelle (Robert, 2001).

⁴ De par la loi, un délinquant est libéré au deux tiers de sa peine. C'est ce qu'on appelle la libération d'office.

D'autre part, « *certaines mesures adoucissent ou raccourcissent la durée des peines pour les délinquants primaires ou qui n'ont pas commis d'infractions de violence.* » (Landreville, 2001, p.7). Par exemple, une mesure d'examen expéditif a été mise en vigueur. Cet examen s'adresse aux personnes qui purgent une première peine fédérale, associée à des crimes non violents. Cette mesure est considérée comme un outil précieux qui permet d'évaluer plus rapidement ces délinquants pour une libération conditionnelle. Ainsi, l'idée de réhabilitation est encore présente pour les délinquants à moindres risques.

Dans ce cadre, la protection de la société semble assurée par un modèle de gestion des risques, qui se traduit par des mesures plus répressives pour les « vrais » délinquants et des mesures plus clémentes pour les « petits » délinquants (CNLC, 2003g).

1.2-Le processus décisionnel

1.2.1-Les critiques face au processus décisionnel

Au fil des ans, le modèle décisionnel mis en place dans le cadre d'une libération conditionnelle a été sujet à plusieurs reformulations. Que ce soit lorsque celle-ci était considérée comme une mesure de grâce, ou que ce soit pour faciliter la réhabilitation du délinquant et pour mieux protéger la société, le processus décisionnel en matière de libération anticipée a fait l'objet de nombreuses critiques en lien avec le caractère aléatoire des prises de décisions dans ce domaine (voir Goldengerg, 1974;

Carrière et Silverstone, 1976; Nuffield, 1982; Daubney, 1988). De façon générale, ces critiques dénonçaient le pouvoir discrétionnaire des commissaires de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC). Les arguments les plus couramment évoqués étaient le caractère arbitraire et opaque du processus décisionnel. Par ailleurs, le processus décisionnel était qualifié de subjectif. Les décisions rendues semblaient basées sur des principes peu clairs et non fondés. Ces lacunes faisaient en sorte que les décisions rendues étaient considérées comme étant incohérentes et inéquitables. De plus, le dossier des délinquants, premier outil de référence du processus décisionnel, ne semblait pas obéir à un modèle uniforme.

D'une part, un certain nombre de ces critiques émanait de détenus qui considéraient le processus d'octroi des libérations conditionnelles comme étant injuste. En effet, dans les années 1970, au sein de différents mouvements de défense des droits de la personne, les détenus revendiquent leurs droits. Se plaignant en particulier du mauvais traitement en prison et de l'absence d'un système de reconnaissance des droits des détenus au sein des institutions carcérales, ils provoquèrent plusieurs émeutes. Une de leurs revendications consistait à contester l'adoption de certaines mesures plus restrictives telles que la liberté surveillée⁵, qui ne permet plus au détenu d'être sans surveillance lors de cet octroi (CNLC, 2003e). La Commission nationale des libérations conditionnelles est alors confrontée au fait qu'elle a un pouvoir

⁵ Maintenant appelé la libération d'office

discrétionnaire non discutable et que ses décisions ne semblent pas fondées sur des principes clairs.

D'autre part, plusieurs études formulèrent des critiques à l'endroit du processus décisionnel de la Commission. Notamment, ces critiques dénonçaient le caractère subjectif des décisions. Selon le Comité Goldenberg (1974), il est primordial d'obtenir une cohérence dans les décisions de la Commission, parce que « *le nombre de libérations conditionnelles ne devraient pas varier au gré des évènements ou des facteurs personnels* [des personnes responsables de la prise de décision] ». Selon Nuffield (1982), les décisions en matière de libération conditionnelle dépendent « *...exagérément des opinions des professionnels (...) et le processus de décision (...) est donc trop arbitraire et opaque...* ». Dans un même ordre d'idées, le Rapport Daubney (1988) soutenait qu'il était légitime de rendre la prise de décision de la CNLC encore plus efficace. Ce rapport soutenait que :

« La CNLC vaut ce que valent ses décisions. Et celles-ci sont largement tributaires de la compétence des commissaires, de la qualité des moyens de la formation et du perfectionnement mis à leur disposition, des renseignements auxquels ils ont accès, des rapports existants entre la Commission et les agents de liberté conditionnelle, et de la qualité des mécanismes d'évaluation du risque qu'ils appliquent aux cas qui leur sont fournis. » p.184

Enfin, plusieurs critiques ont été faites à l'égard du processus décisionnel entourant les décisions en matière de liberté anticipée et plus particulièrement à l'égard de la constitution des dossiers qui étaient présentés à la Commission. Notamment, l'étude de Carrière et Silverstone (1976) a soulevé un manque de clarté, de cohérence et d'uniformité dans les dossiers soumis à la CNLC. Plus précisément, le manque de clarté se traduisait par l'impossibilité de déchiffrer les recommandations de l'agent de classification⁶. Certains rapports comportaient des contradictions et étaient ainsi incohérents entre eux. De plus, les dossiers n'étaient pas construits sur un modèle uniforme. Par exemple, l'importance accordée aux différents rapports⁷ variait largement d'un dossier à l'autre. Ainsi, le type d'information fourni différait selon le cas à l'étude. Enfin, les résultats de leur recherche montrent que la majorité des décisions de la Commission ont été prises en suivant les recommandations de l'agent de libération conditionnelle (évaluation en vue d'une décision). Ce constat ajoute à l'importance d'obtenir des dossiers qui soient clairs, uniformes et cohérents.

Quelle que soit la nature des critiques évoquées à cette époque, celles-ci étaient habituellement reliées à des aspects fondamentaux du processus décisionnel en matière de libération conditionnelle. La majorité des critiques concluait que la libération conditionnelle s'octroyait à partir d'un processus « *inéquitable* » (Nuffield, 1982). Le processus décisionnel des

⁶ Maintenant appelé agent de libération conditionnelle ou agent de gestion de cas.

⁷ Par exemple : évaluations psychologiques et psychiatriques, rapport de programmes, évaluation de la cote de sécurité, évaluation en vue d'une décision.

commissaires de la CNLC devait être plus structuré et encadré par des critères décisionnels précis.

1.2.2-Modélisation des décisions

Toutes ces critiques ont eu pour effet de réunir les efforts en vue d'instaurer une standardisation des critères de décisions. D'un côté, pour contrer ces lacunes, certains points furent adoptés, tels que le droit du détenu à une audience au moment de son admissibilité à la libération conditionnelle; le droit d'obtenir par écrit les motifs du refus de sa libération conditionnelle; le droit d'avoir un assistant lors de l'audience (avocat, ami ou membre de la famille), ou encore la création de la section d'appel pour la vérification des décisions de la Commission (CNLC, 2003e). Parallèlement à l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982, le détenu améliore à nouveau ses droits: tous les renseignements et toutes les discussions à son sujet doivent lui être communiqués. De plus, le détenu a toujours le droit de répliquer à l'un de ceux-ci (CNLC, 2003f).

D'un autre côté, dans les années 1970-1980 plusieurs recherches se sont intéressées à la prédiction d'un comportement criminel. L'emphase était mise sur les facteurs qui pourraient être associés à un comportement criminel. L'objectif était de créer des standards statistiques en vue de l'évaluation du risque. Par ailleurs, d'autres études se sont penchées sur une standardisation des critères de décision (Waller, 1974; Carrière et

Silverstone, 1976; Macnaughton-Smith, 1976; Nuffield, 1982), pour contrer le manque d'uniformité dans les décisions en matière de libération conditionnelle. Les recherches entreprises révisaient un certain nombre de décisions de libérations conditionnelles et faisaient ressortir les éléments semblables, pour pouvoir mettre en lumière les critères déterminants de ces décisions.

À partir des résultats de ces études, différentes échelles d'évaluation du risque sont créées : Indice statistique sur la récidive, Nuffield, 1982; Psychopathy Checklist-revised, Hare, 1991; SARA, Spousal assault risk assessment guide, Kroop et al. 1995; HCR-20, Assessing risk for violence, Webster et al., 1997; VRAG, violent risk appraisal guide, Quinsey et al., 1998. Des tables de prévisions et des instruments d'évaluation du risque sont élaborés et utilisés. Dès lors, dans leurs décisions, les décideurs de la Commission ne se basent plus seulement sur leur expérience et leur jugement (CNLC, 2003d), mais aussi sur certains résultats statistiques qui permettraient de prédire la récidive.

Selon les chercheurs de l'époque, la création d'un outil statistique comporte plusieurs avantages (Nuffield, 1982). D'une part, la statistique est plus précise que le jugement humain. D'autre part, la référence à un outil statistique apporte de l'uniformité dans l'évaluation du risque. Enfin, une mesure de décision statistique rend la décision plus justifiable, car celle-ci se base sur des critères précis. Ceci devait servir à réduire le caractère arbitraire des décisions rendues par la CNLC. Parmi toutes ces

échelles, celle de Nuffield, l'Indice statistique sur la récidive (ISR) s'est démarquée.

Confectionné en 1982, celle-ci se base sur les résultats des études sur les critères de décisions. Malgré le caractère aléatoire de leurs décisions, il ressort toutefois de ces études que les décideurs de la CNLC sont intéressés au risque que représente un délinquant de commettre un autre délit. En effet, à l'aide de diverses sources, les commissaires regroupent des « *indices de prévision statistiques du risque, ou indices prospectifs* » (Nuffield, 1982, p.14) pour faire leur évaluation du risque. L'analyse de ceux-ci leur permet de statuer sur l'octroi d'une liberté sous condition. C'est à partir de ces « *indices de prévisions statistiques du risque* » que Nuffield confectionne l'outil ISR. Très brièvement, cette échelle, qui met un certain nombre de prédicteurs en relation avec la récidive, cote les détenus selon le degré de risque qu'ils représentent, sur une échelle en 5 points. Cette échelle se base sur des critères statiques tels que l'âge, l'histoire criminelle ou encore la délinquance juvénile. Ces facteurs sont constants et immuables, ils ne peuvent pas se modifier. L'évaluation se fait donc en fonction d'éléments passés qui ne peuvent être travaillés. L'ISR est encore de nos jours l'outil statistique d'évaluation du risque que représente le délinquant le plus utilisé dans le Service correctionnel canadien (SCC), pour une clientèle masculine (Motiuk, 1997). Les résultats de ce test font donc partie intégrante du dossier soumis aux commissaires de la CNLC pour leur étude.

D'autres échelles ont également été développées⁸. Celles-ci se basent sur des facteurs dynamiques ou sur un mélange de facteurs statiques et dynamiques. Les problèmes d'alcool ou de drogues et les problèmes financiers sont des exemples de facteurs dynamiques pris en compte par ces échelles. Ces facteurs sont donc susceptibles de changements.

1.3-Le cadre dans lequel s'inscrit la décision

Dans ce cadre, on s'intéresse au contexte dans lequel s'inscrit la décision en matière de libération conditionnelle. D'une part, au SCC, deux facettes sont prises en compte dans l'évaluation du risque : le jugement actuariel et le jugement clinique. D'autre part, nous allons regarder l'impact de l'évaluation de la dangerosité sur les délinquants eux-mêmes. En terminant, nous soulèverons les questionnements reliés au contexte social entourant la libération conditionnelle.

1.3.1-Évaluation actuarielle versus jugement clinique

L'évaluation de la dangerosité ou du risque de récidive dans le SCC est faite soit à partir d'un jugement clinique, soit à partir d'un résultat statistique (évaluation actuarielle). Si le jugement clinique fait appel à la compétence d'un professionnel et à ses observations sur le terrain, l'évaluation actuarielle fait appel à un calcul mathématique, qui produira

⁸ LSI (Level of Service Inventory-Revised), Andrews et al., 1990; SIABD (Système d'identification de d'analyse des besoins des détenus), Motiuk, 1997.

une probabilité statistique. Par ailleurs, un débat est en vigueur depuis plusieurs années sur des questions éthiques et méthodologiques en lien avec l'évaluation clinique et l'évaluation actuarielle (Coté, 2001).

Plusieurs arguments ont été amenés en faveur soit de l'évaluation actuarielle soit de l'évaluation clinique. D'une part, Taylor (1998) soutient que les analyses essentielles à l'évaluation du risque sont des données statistiques provenant d'instruments actuariels. La précision, l'uniformité, l'efficacité, l'évaluation équitable et la meilleure protection légale pour l'évaluateur sont les raisons pour lesquelles l'auteur donne plus de crédit à l'évaluation actuarielle qu'au jugement clinique. L'usage des évaluations statistiques dans le processus décisionnel augmenterait la qualité et la valeur des décisions en matière de libération conditionnelle (Quinsey et Walker, 1992). Toutefois, ce type de prédiction : *« établit les probabilités que les membres d'un groupe aient tel comportement à partir des comportements observés dans le passé chez un groupe possédant les mêmes caractéristiques. »* (Landreville, 1992, p.743). Le comportement d'un individu est donc prédit en fonction du comportement des autres. Il ne faut pas perdre de vue que le comportement humain, déviant ou non, est complexe et constitué de multiples facettes. Avec l'utilisation de ces évaluations actuarielles il faut être vigilant de ne pas réduire le délinquant à une probabilité statistique (Coté, 2001).

D'autre part, certaines études vont en faveur de l'évaluation clinique pour les décisions en matière de libération anticipée. Une recherche portant sur le profil des délinquants en liberté d'office (Cousineau, Lemire,

Vacheret, Dubois, 2002) a montré que les personnes qui ont réussi leur libération d'office démontraient une plus forte motivation au changement et un plus fort désir de réussir leur réinsertion sociale que ceux qui l'ont échouée⁹. De plus, il est ressorti qu'une forme de soutien institutionnel ou personnel était un facteur déterminant dans la réussite de la réinsertion sociale. La motivation au changement, le désir de réussir sa libération et le soutien institutionnel ou personnel sont des variables dynamiques mesurées à partir d'une évaluation clinique. Or, selon cette étude, les résultats statistiques prennent une plus grande place dans l'évaluation du risque. De plus, les auteurs ont noté que le meilleur prédicteur pour un refus à une libération conditionnelle totale était l'indice statistique général sur la récidive (ISR, échelle de Nuffield), qui se base que sur des facteurs statiques. Donc, les facteurs personnels et reliés au jugement professionnel seraient sous-estimés ou délaissés quand on voit que la majeure partie des données qui ont été consultées pour l'évaluation d'une libération conditionnelle, provenait de l'évaluation initiale, à l'admission du détenu. Cette évaluation est constituée de résultats statistiques et fait abstraction des variables dynamiques telles que la motivation du délinquant et le soutien qu'il aura tout au long de son cheminement.

L'évaluation du risque fait appel à la prédiction d'un comportement futur, et non à une certitude. La prédiction du comportement humain ne peut être infaillible. Ainsi, il est préoccupant que le déroulement de la

⁹ Les délinquants sont en libération d'office soit parce qu'ils ont été refusés à la libération conditionnelle totale, soit parce qu'ils n'en ont pas fait la demande. Une libération d'office est réussie lorsque le délinquant ne brise pas ses conditions de libération et qu'il ne commet pas d'acte criminel.

sentence et l'avenir d'un délinquant soient décidés à partir d'une récidive virtuelle (Robert, 2001). Ce constat amène donc certaines considérations éthiques face à la généralisation des résultats (Coté, 2001).

Selon certains auteurs (Vacheret, Dozois et Lemire, 1998), le fonctionnement du Système correctionnel canadien est basé sur la notion de gestion du risque. L'idéologie prédominante est celle de la protection de la population en fonction du risque que représente un détenu. Cette approche réduit le délinquant à une probabilité statistique. Toutefois, dans son évaluation, le SCC laisse aussi place à l'évolution du comportement. Au sein du SCC sont prises en compte les deux formes de jugements (actuariel et clinique) pour l'évaluation du risque. Plus spécifiquement, le SCC met l'accent non seulement sur la notion de risque, mais aussi sur une notion de besoin qui, à l'aide d'un traitement pour palier ou modifier ce besoin, peut permettre de diminuer le risque que le délinquant présente (Dozois, Lemire et Vacheret, 1996). Deux perspectives sont donc prises en compte par le SCC, le niveau de risque que représente le détenu et l'évolution de son comportement par le biais de programmes d'interventions¹⁰ (Vacheret et al., 1998). Cette façon de travailler indique que la croyance en l'évaluation clinique est toujours présente, du moins au Québec. D'ailleurs, selon le discours des décideurs du SCC de la région du Québec, un des objectifs principaux de ce modèle est de faire une bonne évaluation des facteurs criminogènes du délinquant

¹⁰ Exemple de programmes : maîtrise de la colère et des émotions, traitement de la toxicomanie, acquisition d'habiletés sociales.

pour ensuite stimuler le changement du comportement du délinquant (Vacheret et al., 1998).

Toutefois, au SCC, l'application des valeurs et de la philosophie d'intervention ne semble pas être constante dans le travail du personnel, ce qui peut avoir des répercussions sur l'évaluation d'un détenu. Toujours selon le discours des cadres du SCC, ce ne sont pas tous les agents qui adhèrent aux valeurs du Service. Certains travailleront davantage en fonction du mérite du détenu (ceci nous informe qu'un détenu est conformiste en établissement, mais ne nous renseigne pas sur son cheminement personnel), qu'en fonction du risque qu'il est susceptible de présenter (Vacheret et al., 1998). De plus, il semble être difficile d'obtenir une continuité entre les interventions des différents agents. Ceux-ci agissent chacun pour soi, sans consultation entre eux, ce qui amène de l'irrégularité dans la construction des dossiers. Ces deux dernières lacunes sont susceptibles de jouer sur la décision de la CNLC, le dossier des détenus et les évaluations étant leurs premiers outils de travail.

1.3.2- Qui sont les délinquants dangereux?

L'évaluation de la dangerosité est au centre de plusieurs décisions du système pénal, notamment dans la constitution d'un rapport présentenciel, pour la détermination de la peine, pour l'évaluation du niveau de sécurité en pénitencier et pour les rapports destinés à la CNLC (Landreville, 1992).

Le modèle décisionnel actuel pour une libération anticipée se base sur la notion d'évaluation du risque. Dans ce modèle, on cherche à prédire le comportement à caractère criminel et dangereux d'une personne. La dangerosité fait référence à un comportement criminel récurrent (tel que les multirécidivistes), ou aux gestes à caractère sexuel ou violent fortement dénoncés par la société (Pratt, 2001).

Un modèle a été mis en place pour une équité dans l'évaluation du risque et dans les décisions en matière de libération conditionnelle. Jusqu'à quel point le processus est-il équitable? Les délinquants sont-ils tous égaux lors de l'évaluation du risque? Les nombreux outils statistiques confectionnés pour évaluer le risque que représente le délinquant sont pris en compte dans l'examen d'un cas en vue d'une libération anticipée. Ces échelles statistiques sont formées de différentes variables. Toutefois, selon une étude de Vacheret et Cousineau (sous presse), seuls quelques facteurs seraient considérés, et ce, jusqu'à plusieurs fois sous différentes formes, dans une même évaluation. Ces facteurs redondants seraient le type d'infraction commise, la prédiction du risque de récidive et le potentiel de réinsertion estimé. Ces facteurs, qui semblent être le centre de l'évaluation, sont évalués à partir de caractéristiques reliées au délit commis par la personne. Prenons pour exemple l'ISR, l'échelle d'indices statistiques sur la récidive de Nuffield. Cette échelle prend en compte 15 facteurs. Sur ces 15 facteurs, 5 sont directement reliés à l'infraction commise antérieurement. À la lumière de ces résultats, il est pertinent de se questionner sur le sort des délinquants qui ont commis un

crime grave (violent et/ou sexuel). Sont-ils évalués plus sévèrement en fonction de l'infraction qu'ils ont commise?

Dans un même ordre d'idées, une étude comparative sur les délinquants sexuels et les délinquants violents (Johnson, 2002) conclut que les délinquants sexuels sont l'objet de mesures plus restrictives en ce qui a trait aux libérations anticipées, que les délinquants violents. Par exemple, trois fois plus de délinquants sexuels restent incarcérés jusqu'à la fin de leur mandat. Cependant, dans les faits, le taux de récidive est moins élevé chez cette catégorie d'infracteurs.

Enfin, quelques chiffres témoignent des tendances répressives envers les délinquants sexuels. Ainsi, durant l'année 2002, 84% des délinquants à contrôler¹¹ et 83% des délinquants déclarés délinquants dangereux avaient au moins une infraction de nature sexuelle à l'origine de leur peine (Solliciteur général Canada, 2002).

1.3.3-Implication de la collectivité

Dans le cadre de la prise de décision en matière de libération anticipée, la *Loi sur le Système correctionnel et sur la mise en liberté sous condition* (LSCMLSC) encadre les interventions de la CNLC dans un but de

¹¹ Les appellations délinquants à contrôler et délinquants dangereux sont attribuées par les tribunaux et signifient que le délinquant sera l'objet de mesures supplémentaires et exceptionnelles de surveillance durant sa peine ainsi qu'à la fin de celle-ci, en raison du risque élevé qu'il représente pour la société.

protection de la collectivité¹². Si le mandat premier de la CNLC est la protection de la société, il importe de se questionner sur l'implication de celle-ci dans les décisions en matière de libération conditionnelle. Jusqu'à quel point l'opinion de la société joue-t-elle un rôle dans le processus décisionnel en matière de liberté anticipée? À ce sujet, il importe de soulever deux enjeux importants touchant à la libération conditionnelle. D'une part, nous nous pencherons sur les effets de l'implication des victimes d'actes criminels au sein du système de justice pénale lors de la prise de décision en matière de libération conditionnelle. D'autre part, nous soulèverons les enjeux reliés à la médiatisation de la libération conditionnelle. Nous mettrons en lumière quelques questionnements quant aux effets de cette médiatisation sur la population générale et sur les décisions en matière de libération anticipée.

En 1992 avec l'arrivée de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, les victimes se voient offrir une place dans le système pénal. Ainsi, elles peuvent maintenant s'impliquer dans le processus de jugement de la personne, et également dans les décisions en matière de libération conditionnelle. En effet, les victimes ont maintenant le droit de s'exprimer de façon orale ou écrite à l'intention des décideurs de la CNLC (document qui est préalablement présenté au détenu) (CNLC, 2003h). Même si elles n'agissent pas de façon directe au cours d'une audience, les victimes ont tout de même le droit d'y assister en tant qu'observateurs. À l'aide des déclarations des victimes, les décideurs de la Commission cherchent à obtenir des renseignements sur les

¹² La protection de la société sera abordée dans les chapitres 4 et 5 de ce mémoire.

répercussions des actes criminels posés ou encore sur les préoccupations de la victime face à un éventuel octroi du détenu en libération conditionnelle. Ainsi, les décideurs de la CNLC se serviront de ces informations dans leur évaluation pour statuer sur le risque de récidive que représente le délinquant et sur les conditions nécessaires à un éventuel octroi (CNLC. 2003h).

Ces changements législatifs qui impliquent de plus en plus les victimes au sein du système de justice pénale ont-ils engendré des changements? Les victimes semblent retirer certains avantages à s'impliquer dans le système de justice pénale. Selon Schneider (2001) cette participation concrète de la victime au sein du système de justice pénale contribuerait à apporter un sentiment de satisfaction aux victimes elles-mêmes. En effet, celles-ci auraient le sentiment de s'impliquer pleinement au sein du processus criminel, non seulement en regard de la condamnation, mais aussi dans les décisions en matière de libération conditionnelle.

Toutefois, l'apport de la déclaration de la victime au sein du système de justice pénale n'a produit aucun changement majeur dans le déroulement des sentences (Gaudreault, 2001). Selon une étude de Gaudreault (1994), il semble que la déclaration de la victime n'ait pas non plus d'impact majeur sur le processus décisionnel de la CNLC. La mission première de la CNLC est la protection de la société et non de répondre aux attentes de la victime. Ainsi, les décideurs, sans être insensibles aux déclarations des victimes, se baseraient d'abord sur les critères de la LSCMLSC et des politiques décisionnelles.

L'implication des victimes d'actes criminels au sein du système de justice pénale soulève certains questionnements. Bien que plusieurs articles de loi protègent les victimes dans leurs démarches légales, il reste que, par définition, ces victimes sont des personnes vulnérables à différents degrés. L'implication de celles-ci au sein du processus pénal comporte un risque de deuxième victimisation. En effet, les victimes sont impliquées activement dans le processus pénal. Celui-ci est, pour les victimes, déjà une source de stress. Parfois, les victimes elles-mêmes doivent défendre leur version des faits devant les tribunaux (Laurin & Viens, 1996). Le processus est parfois très long et peut ainsi avoir un effet négatif sur le moral des victimes impliquées. Bien que l'implication des victimes soit un atout considérable pour le processus légal, le système de justice pénale doit rester à l'affût des caractéristiques particulières des victimes d'actes criminels pour assurer la continuité de leur protection. Les mêmes considérations s'appliquent lorsque les victimes témoignent aux audiences de libération conditionnelle.

Dans quel but les victimes décident-elles de participer au processus de justice pénale? Quelle source de motivation pousse les victimes à s'impliquer dans ce processus? La question de la motivation initiale des victimes est importante, car celle-ci peut avoir un impact sur la façon dont elles s'impliqueront dans le processus pénal et sur les résultats que cela peut occasionner. Selon Roberts (2001), l'argument le plus couramment évoqué en défaveur du témoignage des victimes dans le processus de décision d'une mise en liberté sous condition, est qu': *« aucun contrevenant ne devrait avoir à purger une peine plus sévère du*

simple fait que sa victime est particulièrement vindicative.» (p11). Toutefois, selon certaines études, les victimes s'impliqueraient dans le système de justice pénale dans un but de restitution et non dans un but de vengeance (Schneider, 2001).

Dans notre société, il y a une médiatisation de la criminalité, des décisions du système de justice pénale et de la libération conditionnelle. Néanmoins, en dépit de toute cette information véhiculée, il semble y avoir méconnaissance des objectifs et des mesures liés au système de libération conditionnelle (Roberts, 1995).

Il importe alors de se pencher sur le contenu de l'information véhiculée par les médias en rapport avec la libération conditionnelle. Les cas en relation avec la libération conditionnelle qui sont connus du public sont généralement des cas qui ont échoué de façon tragique. Le *Rapport de surveillance de rendement 2001-2002* de la CNLC, nous confirme que les cas médiatisés sont des cas bien rares, car 74,4 % des libérations conditionnelles totales se terminent avec succès. Parmi les 25 % restant des cas de liberté conditionnelle totale, il y a 16,5 % des cas qui sont des échecs en raison d'un bris de conditions et 9,1 % en raison de la commission d'un nouveau délit. Parmi ceux-ci, moins de 2% des cas commettent une infraction de violence. Ce sont donc ces derniers qui font souvent la Une des journaux. Les cas connus du public font alors partie de moins d'un vingtième des cas mis en liberté conditionnelle. Alors, il y a une méconnaissance de plus de 95 % des cas de libertés conditionnelles.

Ainsi, malgré qu'elle soit largement médiatisée, la mise en liberté sous condition reste un processus méconnu du public. La majorité des gens surestime le nombre de détenus qui reçoivent une libération conditionnelle (Roberts, 1995). La croyance populaire s' imagine facile l'accès à cette libération. Par ailleurs, plusieurs personnes confondent la date d'admissibilité à la libération conditionnelle et la date réelle de la remise en liberté¹³. Ce qui arrive aux oreilles de la population est souvent très bref, et passe outre le processus et les arguments qui ont mené à une telle décision. Comme le mentionne Roberts et Doob (1990), plus la population a accès à de l'information détaillée concernant la détermination de la peine (ex. détails sur le rapport pré-sentenciel), plus elle considère que la peine administrée est équitable. Nous pouvons supposer que la même chose s'applique au processus de liberté anticipée.

La médiatisation peut-elle avoir un effet sur le processus décisionnel en matière de libération anticipée? Thomassin et Landreville (2001) ont fait une étude sur la couverture journalistique de la révision judiciaire dans la presse écrite, et ce, à travers les différentes régions du Canada. Ils ont trouvé un lien entre la parution dans les journaux d'une requête de révision judiciaire et une réponse négative de la part des jurys à celle-ci (c'est-à-dire une non-réduction du délai d'inadmissibilité à la libération conditionnelle). Ces conclusions semblent indiquer qu'il y a une influence médiatique sur les décisions en matière de justice. Cependant, ces résultats peuvent être interprétés autrement, c'est-à-dire que les cas

¹³ La date d'admissibilité, signifie que le détenu peut demander une étude de son cas en vue d'une mise en liberté sous condition.

ainsi médiatisés sont peut-être justement les cas les plus extrêmes, et qui mériteraient indubitablement un refus. Toutefois, les conclusions de cette étude proposent un questionnement sur l'influence que peuvent avoir les médias sur une décision pour une mise en liberté sous condition.

Conclusion

La finalité de la mise en liberté sous condition et les lois qui la régissent se sont modifiées avec les années. Au tout début, sans règles ni critères de décision précis, la libération conditionnelle se voulait une mesure de clémence accordée à ceux qui le méritaient. Par la suite, la libération conditionnelle devint un outil de réadaptation et de protection de la société. Suite à plusieurs critiques en lien avec les critères d'octroi, les règles de la libération conditionnelle se spécifient en se basant sur l'évaluation du risque que représente un délinquant. De nos jours, la libération conditionnelle s'octroie à titre de privilège à la suite d'une rigoureuse évaluation du risque.

Dans le cadre de ce modèle de gestion des risques, il ressort une dualisation entre les délinquants qui se traduit par l'augmentation de la sévérité des peines envers les délinquants dits dangereux et l'adoption de mesures plus clémentes pour les « petits délinquants ». Cette tendance n'est pas sans rapport avec certaines modifications des modalités d'octroi des libérations conditionnelles. Les « petits délinquants » vont ainsi jouir de l'examen expéditif, qui diminue le temps nécessaire avant la date

d'admissibilité pour la libération conditionnelle, alors que, pour leur part, les délinquants considérés dangereux vont maintenant faire l'objet d'une surveillance plus serrée lors de la libération d'office.

Dans ce cadre, premiers décideurs et seuls juges, les commissaires de la CNLC prennent la décision d'octroyer ou non une liberté anticipée à un délinquant. Compte tenu des enjeux reliés à cette décision, nous sommes allé chercher le point de vue des commissaires de la CNLC de la région du Québec, sur les éléments qui sont pris en considération dans leurs décisions.

CHAPITRE 2 - LA CNLC ET LES MESURES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Le pouvoir de décision en matière de libération conditionnelle repose entre les mains de la Commission nationale des libérations conditionnelles. Les actions de la CNLC sont orientées et guidées vers la réalisation de sa Mission et vers l'application de ses valeurs. Par ailleurs, les décisions de la Commission sont encadrées par des politiques décisionnelles précises.

2.1-La Commission nationale des libérations conditionnelles

2.1.1-À partir de 1899...

Au début du 20^e siècle, la loi qui guidait la mise en liberté sous condition était la *Loi sur les libérations conditionnelles (Ticket of Leave Act)*. En vertu de cette loi, le Service des pardons du ministère de la Justice du Canada avait l'autorité d'octroyer ou non une mise en liberté sous condition. En 1959 la *Loi sur les libérations conditionnelles* et le Service des pardons furent abolis pour laisser place à la *Loi sur la libération conditionnelle* (CNLC, 2003a).

C'est aussi en 1959 que fut mise sur pied la Commission nationale des libérations conditionnelles. Celle-ci est alors un organisme quasi-judiciaire ayant l'exclusivité sur les décisions en matière de libérations anticipées. À cette époque, la CNLC était formée de cinq membres. Pour s'assurer de leur indépendance politique, ces membres étaient nommés pour une période de dix ans, avec mandat renouvelable. Sans politiques décisionnelles précises, les commissaires ne se fiaient qu'à leur propre jugement pour prendre leurs décisions (CNLC, 2003d).

En 1990, il y eut l'abrogation de la *Loi sur la libération conditionnelle* de 1959 et de la *Loi sur les pénitenciers* de 1961, pour créer en 1992 la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, qui est la loi actuelle. Cette loi est beaucoup plus complète en ce qui a trait aux libérations conditionnelles.

2.1.2-La CNLC aujourd'hui

La Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme qui fait partie du portefeuille du Solliciteur général, lequel comprend aussi la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et le Service correctionnel du Canada. Le cadre législatif à l'intérieur duquel la CNLC exerce ses fonctions est délimité par la Constitution qui comprend la *Charte canadienne des droits et libertés*, le *Code criminel*, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, ainsi que d'autres documents législatifs. La CNLC œuvre à titre de tribunal administratif indépendant. En vertu de la LSCMLSC, la Commission a le pouvoir d'octroyer, de refuser ou de révoquer une permission de sortir, une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale. À la demande du SCC pour l'étude de cas particulier, la Commission peut aussi exiger le maintien en incarcération d'un détenu jusqu'à la fin du mandat d'emprisonnement le concernant, c'est-à-dire durant la période prévue pour la libération d'office. De plus, la Commission prend les décisions en matière de réhabilitation et émet des recommandations en matière de clémence.

La CNLC agit au niveau des peines fédérales (peines de deux ans et plus). Toutefois, elle rend aussi des décisions quant aux délinquants qui sont incarcérés dans des provinces ou territoires qui n'ont pas leur propre commission des libérations conditionnelles. Seuls la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec possèdent leur commission des libérations conditionnelles, ce qui leur donne le droit de statuer en matière de mise en liberté pour des délinquants incarcérés pour des peines provinciales (peines de moins deux ans).

En 2003, la CNLC était composée de 95 commissaires, soit 45 à temps plein et 50 à temps partiel, et de 225 employés. Le bureau national est situé à Ottawa. Il y a aussi cinq bureaux régionaux : Moncton (Nouveau-Brunswick), Kingston (Ontario), Saskatoon (Saskatchewan), Abbotsford (Colombie-Britannique), Edmonton (Alberta) et Montréal (Québec). Notre recherche se concentre sur le bureau régional du Québec. Au moment de notre étude, ce bureau comptait 16 commissaires, 10 à temps plein et 6 à temps partiel.

Pour bien saisir le but premier des activités de la Commission, dans ce qui suit seront présentées sa Mission et les valeurs fondamentales qui en découlent.

2.2-Énoncé de la Mission et valeurs fondamentales de la CNLC

2.2.1-Énoncé de Mission

La Commission nationale des libérations conditionnelles, en tant que partie intégrante du système de justice pénale, prend en toute indépendance des décisions judiciaires sur la mise en liberté sous condition et sur la réhabilitation et formule des recommandations en matière de clémence. Elle contribue à la protection de la société en favorisant la réintégration en temps opportun des délinquants comme citoyens respectueux des lois.

2.2.2-Valeur fondamentale 1

- *Nous contribuons au maintien d'une société juste, paisible et sécuritaire.*

La Commission estime que la réinsertion sociale en temps opportun des délinquants contribue en grande partie à la prévention du crime et la protection de la société. De par son mandat, l'implication de la Commission dans la protection de la société se traduit par le choix du meilleur moment et des conditions nécessaires pour entreprendre la réinsertion d'un délinquant au sein de la communauté. La Commission reconnaît que le délinquant a le potentiel de modifier son comportement. Celle-ci croit aussi que ce n'est que dans la communauté que le délinquant fera ses preuves pour démontrer qu'il est réadapté et qu'il veut devenir un citoyen

respectueux des lois. La remise en liberté d'un délinquant comporte toutefois certains risques. C'est pourquoi la Commission procède à une évaluation rigoureuse du risque que représente le délinquant et décide des conditions dans lesquelles ce risque est gérable au sein de la communauté.

2.2.3-Valeur fondamentale 2

- *Nous respectons le potentiel et la dignité de chacun et de chacune de même que l'égalité des droits à tous les membres de la société.*

La Commission reconnaît la valeur et la dignité de tout individu et s'engage à les respecter dans l'application de ses fonctions. La Commission agit en parfait accord avec la Charte des droits et libertés. Tout en respectant sa philosophie de base, la CNLC nuance son approche pour s'adapter aux multiples facettes de la population du Canada. C'est ainsi que sont pris en considération les différences entre hommes et femmes, les particularités des divers groupes ethniques et linguistiques et les besoins propres aux autochtones. Les victimes sont aussi prises en compte dans le processus de décision. Par ailleurs, leurs droits sont reconnus par les lois qui s'appliquent aux victimes d'actes criminels. Les décisions de la Commission doivent être les moins restrictives possible pour le délinquant, dans la mesure où celles-ci contribuent à la protection de la société.

2.2.4-Valeur fondamentale 3

- *Nous croyons que la contribution d'un personnel aussi compétent que motivé est essentielle à la réalisation de la Mission.*

Par la sélection de son personnel et de ses commissaires, la CNLC vise l'excellence dans ses accomplissements. En plus de passer au travers d'un processus rigoureux de sélection, les gens sélectionnés doivent maîtriser les principes du système de justice pénale et être foncièrement en accord avec la Mission de la CNLC. La sélection des membres se fait dans une optique de mérite et de compétence. Par ses politiques décisionnelles, la Commission vise la réalisation de ses objectifs et l'uniformité dans ses actions. Au sein de l'organisation sont prônées la transparence, la souplesse et l'innovation.

2.2.5-Valeur fondamentale 4

- *Nous nous engageons à faire preuve de transparence, d'intégrité et de responsabilité dans la réalisation de notre mandat.*

Les employés de la Commission rapportent leurs activités au président de la CNLC. Par la suite, celui-ci soumet ces informations au Solliciteur général et au Parlement du Canada pour s'assurer que la Commission oeuvre dans le respect des dispositions législatives et dans son cadre stratégique. De plus, la communication entre les différentes parties du système pénal est jugée indispensable au bon fonctionnement de la CNLC. La Commission a aussi un engagement envers le public. Celui-ci a droit

d'être tenu au courant des actions de la Commission. Dans la mesure où la loi le permet, c'est par l'entremise des médias et des liens avec les représentants des groupes d'intérêts¹⁴, que la Commission livre de l'information à propos de ses politiques et des décisions rendues. Par ailleurs, tout rapport décisionnel est disponible pour quiconque en fait la demande à la Commission.

Dans l'intérêt de ce travail, nous nous concentrons sur les différents types de mise en liberté sous condition. À titre d'information, la prérogative royale de clémence et la réhabilitation sont présentées en Annexe - 1.

2.3-Les types de mise en liberté

Aux termes de la loi, tous les délinquants incarcérés ont l'opportunité, à leur date d'admissibilité, de demander un examen de leur dossier en vue d'une mise en liberté anticipée. Cette période d'admissibilité signifie que le cas peut être soumis à l'étude, et non que la personne bénéficiera assurément d'un octroi. Les décideurs de la Commission doivent d'abord étudier le cas à la lumière de l'évaluation du risque du délinquant et de la protection de la société. Advenant que la mise en liberté sous conditions soit acceptée, le délinquant purgera alors le reste de sa peine en communauté, sous des conditions de surveillance précises. La CNLC prend quatre sortes de décisions en rapport avec la liberté anticipée. Ainsi, les

¹⁴ Par exemple un groupe formé de victimes d'actes criminels.

décideurs ont un regard sur certaines permissions de sortie ; sur la semi-liberté ; sur la libération conditionnelle totale (dans certains cas sous forme d'examen expéditif) et, à la demande du SCC, sur le maintien en incarcération au moment de la libération d'office ou sur l'imposition de conditions de surveillance particulières au moment de cette libération.

2.3.1-Permission de sortir

La permission de sortir est habituellement le premier type de mise en liberté que peut obtenir un délinquant. Il peut s'agir d'une permission de sortir avec escorte (PSAE) ou d'une permission de sortir sans escorte (PSSE)¹⁵. Les permissions de sortir sont accordées afin de permettre aux délinquants: de recevoir un traitement médical; de rester en contact avec leur famille; de se perfectionner sur le plan personnel ou de participer à des travaux au service de la collectivité.

Admissibilité

Les délinquants peuvent demander des PSAE à n'importe quel moment de leur peine. Pour les PSSE le processus est différent et il y a des critères d'admissibilité différents suivant le genre de peine et la durée de celle-ci :

¹⁵ Dans certains cas, les PSAE et PSSE peuvent aussi dépendre d'une décision du directeur de l'établissement où réside le délinquant.

- Les délinquants classés au niveau de sécurité maximum ne sont pas admissibles aux PSSE.
- Les délinquants purgeant une peine de deux à trois ans sont admissibles à une PSSE après avoir purgé six mois de leur peine.
- Les délinquants purgeant une peine de trois ans ou plus sont admissibles à une PSSE après avoir purgé le sixième de leur peine.
- Les condamnés à perpétuité peuvent demander des PSSE trois ans avant leur date d'admissibilité à la libération conditionnelle totale.

2.3.2-Semi-liberté

La semi-liberté prépare le délinquant à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office en lui permettant de participer à des activités dans la collectivité. Les délinquants en semi-liberté doivent retourner chaque soir à un établissement carcéral ou dans un foyer de transition, à moins d'être autorisé à faire autrement par la CNLC.

Admissibilité

- Les délinquants purgeant une peine de deux à trois ans peuvent demander une semi-liberté après avoir purgé six mois de leur peine.
- Les délinquants purgeant une peine de trois ans ou plus peuvent demander une semi-liberté six mois avant leur date d'admissibilité à la libération conditionnelle totale.
- Les condamnés à perpétuité peuvent demander une semi-liberté trois ans avant leur date d'admissibilité à la libération conditionnelle totale.

2.3.3-Libération conditionnelle totale

Un délinquant en liberté conditionnelle totale purge le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. Celui-ci doit se présenter régulièrement à un agent de libération conditionnelle qui travaille en communauté et informer celui-ci de tout changement concernant son emploi ou sa vie personnelle.

Admissibilité

- La plupart des délinquants (excepté ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre) peuvent demander une libération conditionnelle totale après avoir purgé le tiers de leur peine ou sept ans.
- Les délinquants condamnés à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au premier degré sont admissibles après 25 ans.
- Les délinquants condamnés à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au deuxième degré doivent purger entre 10 et 25 ans avant d'être admissibles, selon ce que décide le tribunal et le jury (Révision judiciaire).

2.3.4-Examen expéditif

Certains délinquants peuvent être admissibles à la libération conditionnelle totale dans le cadre d'un examen expéditif. Ceci raccourcit leur période d'admissibilité au sixième de leur peine. Les délinquants accessibles sont des délinquants qui sont condamnés pour un premier terme fédéral, pour un délit non violent et non inscrit à l'Annexe 1 et 2 de

la loi, et qui n'ont pas été identifiés par le juge comme faisant partie intégrante d'un groupe criminel organisé.

2.3.5-Libération d'office et maintien en incarcération

En vertu de la LSCMLSC, la plupart des détenus sous responsabilité fédérale sont automatiquement libérés après avoir purgé les deux tiers de leur peine s'ils n'ont pas déjà obtenu la libération conditionnelle. C'est ce qu'on appelle la libération d'office. Seuls les délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée n'obtiennent pas de libération d'office. La libération d'office se distingue de la libération conditionnelle parce qu'elle ne résulte pas d'une décision de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Le Service correctionnel du Canada peut recommander qu'un délinquant ne bénéficie pas de la libération d'office s'il estime que ce délinquant est susceptible de commettre, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne; une infraction sexuelle à l'égard d'un enfant; une infraction grave en matière de drogue. En pareil cas, le SCC demande à la Commission d'évaluer s'il est préférable de maintenir le délinquant en incarcération jusqu'à la fin de sa peine ou d'ajouter des conditions particulières à sa libération d'office, telles que l'assignation à résidence.

Les délinquants qui sont remis en liberté sont surveillés dans la collectivité par le Service correctionnel du Canada. À tout moment, si le SCC juge que le risque du délinquant s'est modifié, soit en raison d'une nouvelle information au dossier ou d'un non-respect des conditions, il peut suspendre la libération et soumettre le cas à la Commission pour une étude de post-suspension. Suite à cette nouvelle évaluation du risque, la Commission révoque ou non la liberté du délinquant.

2.4-Les politiques décisionnelles de la CNLC¹⁶

Les politiques décisionnelles de la CNLC sont écrites en conformité avec la LSCMLSC. Ces politiques décisionnelles sont des principes directeurs qui sont à la base de toute réflexion en vue d'une décision de la Commission, peu importe sa nature.

2.4.1-Évaluation du risque en vue des décisions prélibératoires

Le déroulement de la prise de décision des commissaires et les critères sur lesquels elle s'appuie sont dictés par les politiques décisionnelles de la Commission. La prise de décisions est basée sur l'évaluation du risque de récidive du délinquant. Trois principes de base sous-tendent cette évaluation :

¹⁶ Cette partie est tirée du Manuel des politiques de la CNLC (CNLC, 2002a).

- La protection de la société est le principal facteur à considérer dans toute décision relative à la mise en liberté sous condition.
- Une mise en liberté assortie de modalités de surveillance accroît les possibilités d'une réinsertion sociale réussie et contribue à la protection à long terme de la société.
- Les restrictions imposées à la liberté du délinquant dans la collectivité doivent être raisonnables et se limiter à celles qui sont nécessaires pour protéger la société et favoriser la réintégration du délinquant.

Pour s'assurer d'une juste évaluation du risque du délinquant, l'article 101b de la LSCMLSC soutient que la Commission doit tenir compte dans sa décision de :

« ...toute l'information pertinente disponible, notamment les motifs et les recommandations du juge qui a infligé la peine, les renseignements disponibles lors du procès ou de la détermination de la peine, ceux qui ont été obtenus des victimes et des délinquants, ainsi que les renseignements et évaluations fournis par les autorités correctionnelles. »

Le dossier final conçu en vue d'éclairer la décision des commissaires de la CNLC est entièrement confectionné par des membres du SCC. Tous les documents soumis à la Commission doivent avoir été préalablement partagés avec le délinquant pour lequel une décision est à l'étude. Une grande partie de l'évaluation de la Commission se fait à partir des dossiers des délinquants qui ont été confectionnés par les agents du SCC. Pour s'assurer de la qualité du travail de la Commission, il faut que

l'information nécessaire soit accessible, véridique et complète. Si la Commission juge qu'une information pertinente est manquante, l'audience ou l'examen du cas seront alors reportés jusqu'à ce que cette information soit disponible. Ce n'est qu'à la suite de l'obtention de toute l'information nécessaire que la Commission peut statuer sur un cas.

2.4.2-Processus de la prise de décision

Le processus d'examen en vue d'une décision sur une libération anticipée se fait en trois étapes¹⁷.

A) L'évaluation des facteurs de risque et des besoins du délinquant au moment de l'incarcération

Ces informations se recueillent à l'aide du dossier du délinquant. Les commissaires doivent alors examiner et analyser :

- Le type de criminalité et les facteurs contributifs :
 - L'infraction pour laquelle la personne est condamnée
 - Les manifestations de comportements antisociaux (particulièrement les comportements violents)
 - le rôle de l'alcool ou de la drogue dans le comportement criminel du délinquant
 - la santé mentale du délinquant, lorsqu'elle prédispose le délinquant à commettre d'autres crimes

¹⁷ Ceci est une idée générale de ce qui est pris en considération, et non une liste exhaustive des critères.

- les antécédents :
 - criminels et juvéniles
 - sociaux (ex. relation conjugale)
 - en matière d'employabilité
- le rendement et le comportement du délinquant lors de l'exécution de peines antérieures;
- le déroulement des périodes de mise en liberté antérieures;
- l'appartenance du délinquant, comme membre ou associé, à un groupe criminel;
- la reconnaissance et la responsabilité du délinquant face à son comportement criminel et son empathie face aux répercussions sur la ou les victimes;

Les membres de la Commission étudient aussi les renseignements suivants s'ils peuvent être obtenus ou s'ils sont obligatoires en vertu des politiques :

- les motifs invoqués et les recommandations formulées par le juge qui a imposé la peine et tout autre renseignement issu du procès ou de l'audience de détermination de la peine;
- les renseignements obtenus des victimes, comme les déclarations des victimes, qui sont remises aux procureurs de la Couronne, les rapports de police sur la nature de l'infraction, ou les renseignements transmis directement à la Commission ou aux autorités correctionnelles par des victimes ou leur famille;

- les renseignements fournis par les autorités provinciales au sujet du comportement criminel et de la détention du délinquant par le passé;
- les renseignements obtenus des membres de la communauté : le rendement scolaire, rendement au travail, fréquentations, attitudes et comportements antisociaux du délinquant;
- les évaluations psychologiques et psychiatriques;
- les résultats obtenus d'après l'Échelle ISR (Information statistique générale sur le risque de récidive du délinquant) ou au moyen d'autres instruments de prévision du risque;

B) L'évaluation du comportement du délinquant en établissement et les résultats des interventions susceptibles d'avoir réduit le risque présenté par le délinquant.

Après avoir déterminé les facteurs de risque du délinquant, les commissaires prendront connaissance des changements qui se sont produits chez le délinquant depuis le début de son incarcération. De façon plus spécifique, ils vont regarder les efforts visant à réduire les facteurs criminogènes du délinquant :

- les progrès accomplis par le délinquant dans l'exécution de son plan correctionnel à l'égard des besoins et des facteurs de risque décelés;
- le degré d'engagement reconnu quant à la participation du délinquant à des programmes de traitement axés sur les facteurs de risque et les besoins relevés à l'évaluation initiale;

- la volonté du délinquant de changer de comportement et les preuves de ce changement; la mesure dans laquelle il accepte sa responsabilité et comprend son comportement criminel, les facteurs à l'origine de ce comportement et la gravité de l'infraction; la compréhension qu'il a des indicateurs de son cycle criminel et de la prévention des rechutes, et sa capacité de modifier son comportement afin de réduire le risque;
- les changements positifs qui sont constatés dans l'attitude et le comportement du délinquant pendant son incarcération;
- le comportement du délinquant en établissement, en particulier les incidents violents, y compris les renseignements concernant la participation du délinquant à des activités criminelles comme le trafic et la consommation de drogues ou encore l'introduction de drogues dans l'établissement;
- la participation du délinquant à des activités organisées par des membres ou des associés à un gang, ou son association avec des individus reconnus comme appartenant à un gang ou groupe criminel.

C) L'évaluation du plan de libération et évaluation finale du risque.

Pour arriver à cette étape finale, les commissaires doivent avoir précédemment évalué que le risque était suffisamment acceptable pour pouvoir justifier un octroi pour la liberté anticipée demandée. Cette dernière étape de l'étude de la Commission se concentre alors sur l'analyse du plan de sortie du délinquant. Les commissaires analyseront :

- le type de mise en liberté demandée par le délinquant ou auquel il est admissible;

- le plan de libération et la mesure dans laquelle il tient compte des facteurs de risque et des besoins décelés chez le délinquant; tous les détails du plan de sortie doivent être confirmés, notamment le lieu de résidence, l'accessibilité des programmes ou traitements, les privilèges de sortie associés à la semi-liberté, les arrangements en matière d'emploi ou de formation;
- les facteurs du milieu dans lequel le délinquant sera mis en liberté, qui pourraient augmenter le risque de récidive, de même que les besoins du délinquant par rapport à ces facteurs;
- l'enquête communautaire. Le plan de libération doit être détaillé. Il faut obtenir des observations de la police, des membres de la famille ou des répondants du délinquant, et, s'il y a lieu, des victimes qui peuvent être affectées par la mise en liberté du délinquant;
- la stratégie de gestion du délinquant lorsqu'il sera sous surveillance;
- dans le cas de délinquant membre ou associé d'un groupe criminel, la nécessité d'éviter autant que possible que le plan de libération conditionnelle et la décision de la Commission prévoient un placement en établissement résidentiel qui pourrait faciliter la fréquentation d'autres membre du groupe;
- le type de mise en liberté et les conditions les moins restrictives, compte tenu des facteurs de risque déterminés et de la protection de la société;
- les demandes des victimes en vue de l'imposition de conditions qu'elles estiment nécessaires à leur protection.

À la suite de l'étude de ces trois points, les commissaires doivent statuer en matière de mise en liberté anticipée. S'ils jugent que le risque n'est pas inacceptable pour la société, ils accorderont au détenu le type de liberté approprié. Pour assurer une meilleure surveillance du délinquant en communauté, ils ajouteront (si nécessaire) des conditions particulières. Ces conditions seront en lien direct avec les facteurs à la base de la criminalité de l'individu, ce qui permettra de réduire le risque de récidive.

Finalement, les commentaires et la décision seront résumés en détail dans une feuille de décision qui doit comprendre : une analyse précise des risques et besoins du délinquant, son cheminement qui l'a amené à présenter un risque acceptable dans la collectivité ainsi que les stratégies de gestion du risque actuel dans la collectivité. En tout temps, la Commission vise une uniformité dans l'application du processus de décision, ainsi que la clarté dans l'énoncé des motifs appuyant sa décision.

CHAPITRE 3 - LA MÉTHODOLOGIE

La libération conditionnelle est une étape importante dans le cheminement correctionnel d'un délinquant sous responsabilité fédérale. L'étude de son dossier en vue d'un éventuel octroi est un droit que le détenu détient. À la suite de l'analyse de multiples sources d'informations, la décision de libérer un délinquant dans une forme ou l'autre de libération anticipée, revient aux décideurs de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Ce processus décisionnel a été souvent critiqué quant à son manque d'uniformité. Depuis plusieurs décennies, les chercheurs et cliniciens dans le domaine s'ingénient à créer des outils d'évaluations efficaces du risque que représente le délinquant. Pour leur part, les législateurs s'efforcent de fournir aux commissaires des points de référence objectifs pour rendre ce processus d'octroi le plus juste possible, aux yeux de tous.

Plusieurs études nous renseignent sur les libérations anticipées en nous donnant des statistiques sur les taux d'octroi en libération conditionnelle et sur les taux de récidive qui y sont associés. D'autres recherches se penchent sur les outils utilisés pour évaluer le risque et sur les critères objectifs d'octroi pour une forme ou l'autre de libération conditionnelle. Néanmoins, rares sont les recherches qui ont approché directement les commissaires de la CNLC pour recueillir leur vision de ce processus décisionnel. Il venait donc à point de se questionner sur le point de vue, sur le vécu et sur la pratique des commissaires, dans le cadre de leur prise de décision.

Dans leur rôle de décideurs, les commissaires de la CNLC sont encadrés par la *Loi sur le système correctionnel et sur la mise en liberté sous condition* et par des politiques décisionnelles précises. Au-delà du cadre officiel dans lequel les commissaires travaillent, nous voulions connaître les autres éléments qui sont susceptibles d'entrer en compte dans leurs décisions et de guider leur réflexion. Par l'entremise de ce mémoire, nous cherchions à mettre en lumière les éléments qui sont pris en considération dans les décisions des commissaires de la CNLC. Pour arriver à broser un tableau complet des éléments en jeu, nous avons privilégié une méthodologie qualitative. Nous avons choisi d'aller cueillir notre information par des entrevues avec les commissaires de la CNLC, car seulement le discours des décideurs allait nous permettre de saisir la nature et la portée de ces éléments.

3.1-Objectifs de recherche

L'objectif premier de cette recherche était d'analyser la prise de décision des commissaires de la Commission nationale des libérations conditionnelles, selon le point de vue des commissaires œuvrant pour la région du Québec. Nous voulions ainsi mettre en lumière les éléments qui sous-tendent leurs décisions.

Plus particulièrement, nous cherchions à recueillir la vision des commissaires en ce qui a trait à leur pratique de décideurs. À partir de la perception des commissaires, nous voulions analyser les éléments qui

fondent leurs décisions, pour pouvoir en dresser un portrait. À la lumière de leurs préoccupations, de leurs impressions et de leurs convictions par rapport à ce processus décisionnel, nous voulions faire ressortir les éléments qui peuvent jouer un rôle déterminant dans la prise de décision.

3.2 - Méthodologie

Par la réalisation de cette recherche, nous désirions récolter les opinions et perceptions des commissaires en rapport avec leur prise de décision. Nous cherchions à recueillir, selon la perspective même des commissaires, ce qui les conduit et les motive dans leurs décisions et ce qui les préoccupe au sein de leur pratique. C'est donc pourquoi l'emploi d'une méthodologie qualitative s'est avéré le plus approprié. Cette méthodologie permet d'être plus près du terrain à l'étude. En quelque sorte, la méthodologie qualitative permet de s'imprégner du terrain à l'étude pour en saisir toutes les facettes. Selon Deslauriers (1991), une méthodologie qualitative « ... se concentre (...) sur l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité sociale. » (p. 6). C'est ainsi que nous voulions accéder à une vision personnelle de la réalité des commissaires et de ce qu'ils vivent dans le cadre de leur travail. Cette facette de la prise de décision que nous désirions saisir, se retrouvait dans le propre discours des décideurs de la CNLC.

Cette étude s'est déroulée dans une optique subjectiviste. C'est-à-dire que la réalité est saisie en fonction de la reconstruction mentale qu'en font les gens (Guba et Lincoln, 1994). Dans ce sens, nous considérons aussi que le discours de l'interviewé n'est pertinent que lorsqu'il est situé dans le contexte même où il est né. Dans cette optique, nous avons été attentifs aux caractéristiques du milieu où œuvrent les commissaires et à l'influence que ces caractéristiques ont pu avoir sur leur discours.

3.2.1-L'observation participante

Au tout début de notre recherche, nous avons décidé de faire de l'observation participante lors d'audiences pour des demandes de libérations anticipées. Dans cette étude, l'observation a été réalisée dans une optique exploratoire, et ne fait donc pas partie de l'analyse de nos données. Ces observations se voulaient être une initiation au processus de décision entourant les libérations conditionnelles. À la naissance d'une recherche :

« ... le chercheur ne connaît pas le terrain avant de démarrer sa recherche, tout comme les acteurs ne connaissent pas le chercheur. De sorte qu'une phase d'apprivoisement réciproque est souvent nécessaire pour favoriser la confiance mutuelle et la réalisation de l'étude. »
(Kohn, 1989)

C'est ainsi que, pour favoriser une familiarisation du processus qui entoure la prise de décision, de même que pour mettre en perspective les

entretiens, nous avons décidé d'assister à des audiences de libération anticipée. Le choix de notre lieu d'observation se justifiait d'autant plus que l'audience est une étape majeure dans la prise de décision des commissaires de la CNLC. L'observation devait nous permettre une meilleure connaissance du déroulement des audiences.

Nous avons donc assisté à six audiences pour des demandes de libérations anticipées. Celles-ci se sont déroulées les 25 et 27 août 2003. Elles ont eu lieu dans deux établissements correctionnels fédéraux, soit le Centre fédéral de formation, un établissement à sécurité minimum situé à Laval, et l'Établissement Archambault, un établissement à sécurité moyenne situé à Sainte-Anne-des-Plaines. La clientèle et les types de demandes ont été très diversifiés. Nous avons assisté notamment à des demandes pour des permissions de sortie, pour des semi-libertés et pour des libérations conditionnelles. Les délinquants, qui faisaient leur demande de liberté anticipée, étaient incarcérés soit pour un délit sexuel violent, pour voie de fait, pour vol qualifié ou pour le trafic de stupéfiants. Ces observations nous ont donné un aperçu du déroulement de différents types d'audience avec une clientèle ayant des problématiques variées et des sentences de différentes durées.

Lors de ces audiences, nous avons choisi d'observer tous les éléments pouvant être reliés de près ou de loin au processus décisionnel. C'est ainsi que nous nous sommes penchés sur les personnes présentes, sur leur rôle à l'audience, sur le déroulement de l'audience, sur l'ambiance qui règne dans la salle, sur les facettes abordées par les commissaires et sur la

réaction des participants. Nous voulions nous imprégner de la réalité d'une audience pour une demande d'octroi d'une forme ou l'autre de libération conditionnelle. Ces observations ont servi de prémices à notre recherche et ont ainsi contribué à préciser davantage notre problématique d'étude.

Par la suite, nous avons pris connaissance des feuilles de décision reliées à chacune des audiences auxquelles nous avons assisté. Nous avons alors eu accès à l'explication des critères d'octroi ou de refus pour ces cas particuliers.

Lors de ces journées d'audiences, nous avons rencontré quelques-uns des principaux acteurs reliés à la prise de décision. Ces rencontres nous ont permis d'établir un premier contact avec les commissaires de la CNLC. De plus, lors de ses journées nous avons pu présenter brièvement nos intérêts de recherche et ainsi de nous forger une certaine crédibilité dans le milieu.

Dans cette étude, les observations se sont déroulées dans une optique exploratoire. Elles n'ont donc pas été l'objet d'une technique systématique et rigoureuse de prise de note. Néanmoins, une grille d'observation a été confectionnée pour faciliter la classification des éléments jugés importants.

3.2.2-L'entretien qualitatif

Pour cette étude, nous désirions dépasser le contenu des documents officiels de la Commission, en recueillant une vision tout à fait personnelle des commissaires, sur leur prise de décision. Le choix de l'entretien de type qualitatif se justifiait « ... *parce qu'une exploration en profondeur de la perspective des acteurs sociaux est jugée indispensable à une juste appréhension et compréhension des conduites sociales.* » (Poupart, 1997, p.174). Par ces entretiens, nous voulions questionner les commissaires sur leur expérience personnelle de décideur à la CNLC.

Ces entretiens se sont faits dans une perspective d'approfondissement (Ghiglione et Matalon, 1978), parce que le processus de décision est déjà basé sur des éléments précis des politiques décisionnelles de la CNLC. Non seulement, nous désirions connaître les critères des politiques considérés comme les plus importants aux yeux des commissaires, mais encore nous aspirions à saisir un aperçu des éléments qui s'ajoutent à ceux-ci. Dans ce type d'entretien, la personne rencontrée peut aborder le sujet proposé comme bon lui semble. Lors des entretiens, nous avons adopté une : « ... *attitude "non directive" qui (...) laisse à l'interviewé la liberté de parcourir comme il l'entend la question ouverte qui lui est posée...* » (Mucchielli, 1996, p.109). Nous voulions ainsi permettre aux commissaires de s'exprimer en fonction de leurs priorités du moment.

Les consignes

Lors de ces entretiens, deux questions ont été posées aux commissaires. Toutefois, l'entretien qualitatif laisse la possibilité à l'intervieweur d'intervenir pour approfondir certaines facettes du discours de l'interviewé. La consigne de départ avait pour objectif de proposer à la personne le sujet de l'entrevue :

- « *À partir de votre expérience personnelle, pouvez-vous me parler de votre pratique au sein de la Commission nationale des libérations conditionnelles ?* »

De façon générale, dans cette première partie d'entrevue les commissaires nous ont parlé de ce qui les préoccupait et de ce qui était important pour eux, dans le processus entourant les libérations conditionnelles. La deuxième question était introduite pour raviver la réflexion des commissaires lorsque les relances sur les sujets abordés par les commissaires avaient été épuisées :

- « *Pouvez-vous me parler de votre modèle personnel de prise de décision ?* »

Dans cette deuxième partie, les commissaires nous ont fait part de qui entrait en considération dans leur prise de décision.

3.2.3-Les commissaires de la CNLC

Lors de la période prévue pour la réalisation de nos entrevues, les commissaires de la CNLC étaient au nombre de 16. Nous avons pu nous entretenir avec 15 d'entre eux. Toutes les entrevues ont été enregistrées. Seul un des enregistrements s'est avéré inaudible en raison d'un problème technique relié au magnétophone utilisé.

La tranche d'âge des commissaires de notre groupe d'étude s'étalait entre 41 ans et 64 ans. Nous avons rencontré cinq femmes et dix hommes. Parmi eux, dix oeuvraient à la CNLC à titre de commissaires à temps plein, et cinq à temps partiel. La plupart de ceux qui étaient à temps plein avaient d'abord été engagés à temps partiel dans leur mandat précédent. Quelques-uns d'entre eux avaient déjà une expérience en matière de libérations conditionnelles et de rôle de décideur, pour avoir été nommés auparavant à la Commission québécoise des libérations conditionnelles. Leurs formations initiales ainsi que leurs professions antérieures variaient d'un commissaire à l'autre. La majorité des commissaires (sept d'entre eux) provenaient du monde juridique, en tant qu'avocats pratiquants. Les autres faisaient partie soit du domaine des sciences sociales (criminologie, psychologie, sociologie), soit du milieu policier.

Par souci de confidentialité, dans le chapitre qui fait état de nos résultats, nous avons utilisé des noms masculins et fictifs pour chacun des commissaires. Ainsi, les propos rapportés dans le texte ne peuvent

être associés d'aucune façon à une personne en particulier. L'anonymat des interviewés est alors préservé.

3.2.4-La cueillette des données

Les rencontres avec les dirigeants de la Commission ainsi que les entrevues se sont déroulées du mois d'août 2003 au mois de décembre 2003. Lors d'une rencontre, nous avons présenté notre recherche aux gestionnaires de la CNLC¹⁸. Dans le cadre d'une réunion d'équipe, les gestionnaires ont présenté brièvement notre recherche aux commissaires en sollicitant leur participation. Les commissaires pouvaient accepter ou refuser de participer à cette recherche. Suite à leur accord, nous avons déterminé conjointement avec les dirigeants de la CNLC, l'horaire des entrevues, de façon à ce que la charge de travail des commissaires puisse être allégée lors de ces journées. Quel que soit le temps qu'ils avaient de prévu pour l'entrevue, la grande majorité des commissaires y ont consacré d'une heure et demie à deux heures de leur temps. Dans les premiers instants de la rencontre, les commissaires ont pris connaissance des objectifs de la recherche et signé un formulaire de consentement. Toutes les entrevues se sont déroulées dans les bureaux de la CNLC au Complexe Guy Favreau, situé au Centre-ville de Montréal. Celles-ci se sont déroulées dans le bureau personnel des commissaires, dans un climat détendu et agréable. La sonnerie du téléphone a retenti quelques fois, sans aucune interruption majeure.

¹⁸ Il est à noter que la CNLC fonctionne sur un mode de responsabilité horizontale où il n'y a pas d'hierarchie entre les membres.

3.2.5-Analyse

Pour l'analyse des entretiens, la retranscription intégrale des entrevues a été effectuée. Ensuite, nous avons procédé à des analyses verticales (chaque entrevue analysée en elle-même) et finalement à des analyses horizontales (la comparaison entre les entrevues). Ces deux sortes d'analyses se sont effectuées à l'aide d'une technique d'analyse thématique, qui est une méthode de classification des données. Celle-ci ne nécessite pas l'utilisation d'un logiciel, elle se fait à la main. Les analyses verticales ont servi à dégager les thèmes et les sous thèmes qui ressortent de chacune des entrevues. C'est à l'aide des liens faits entre ces thèmes que nous avons pu faire ressortir le sens de chacune des entrevues. À l'aide de ces premières analyses, nous avons dégagé le fil conducteur de chaque entrevue. Par la suite, nous avons entrepris des analyses horizontales de façon à mettre en lumière les convergences et les divergences qui émergent de nos entrevues.

L'analyse qualitative est un processus qui se fait tout au long de la collecte de données. Ceci a permis un perpétuel questionnement de nos données, et ainsi une constante remise en question de notre méthodologie.

3.2.6-Interprétation des résultats

Nous désirons apporter ici une nuance quant à l'interprétation de nos données. La méthode qualitative utilisée pour questionner les commissaires était une méthode non directive, qui permettait aux

interviewés de s'exprimer sur le sujet qu'ils désiraient, de la façon dont ils le souhaitaient. Toutefois, il est possible de mettre quelques bémols à l'interprétation de cette liberté d'expression.

Il est important de mettre en contexte les entretiens des commissaires. Ces entretiens se sont déroulés dans les bureaux de la CNLC, durant les heures allouées au travail des commissaires. Ceci a pu venir teinter leur discours, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, les entretiens avaient été inscrits à l'horaire des commissaires, au même titre que les cas qu'ils avaient à l'étude pour la journée. Ayant des journées de travail chargées, les commissaires ont pu se sentir limités dans le temps, en raison du travail à finir pour la journée. En effet, bien que les entrevues aient duré en moyenne une heure trente, nous avons remarqué que certains commissaires ont semblé déçus de mettre fin à leur discours. Ceci étant dit, certains sujets n'ont peut-être pas été évoqués par tous les commissaires et certains autres n'ont peut-être pas été évoqués du tout.

Quoique de moindres ampleurs, il y a tout de même un autre aspect à considérer. Étant donné que les entrevues étaient inscrites à l'horaire de travail des commissaires, quelques minutes avant les entretiens les commissaires venaient de compléter des décisions sur dossier. Leur discours a pu être orienté selon le type de cas qu'ils ont eu à l'étude dans la journée. En effet, l'étude d'un dossier de sentence vie, ou l'étude dans le cadre d'un examen expéditif, n'a peut-être pas la même portée sur les décideurs de la CNLC.

3.2.7-Limite

Le choix de notre méthodologie contenait toutefois une limite importante. Celle-ci était reliée à la difficulté de sortir du discours officiel de la Commission (se rapportant aux critères de la LSCMLSC et aux politiques décisionnelles).

Par la mise en confiance de nos interviewés, nous voulions aller au-delà du cadre officiel de la Commission, pour obtenir un discours plus personnel. Cette mise en confiance a été amorcée lors des rencontres faites avec quelques-uns des commissaires lors des audiences, où nous avons pu exposer nos intérêts sur le sujet. Cette confiance s'est renforcée lors de nos premiers contacts à la Commission, dans les instants précédant l'entrevue. L'objet de notre étude bien exposé, nous estimions que l'établissement d'un lien de confiance serait possible et qu'ainsi les commissaires laisseraient tomber la méfiance qui aurait pu s'installer. C'est alors qu'au début de chaque entretien, nous avons présenté nos objectifs et notre philosophie de recherche, ainsi qu'un aperçu de nos intérêts en tant qu'étudiante à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. En nous basant sur les informations recueillies et sur l'ambiance décontractée dans laquelle s'est déroulée la grande majorité des entretiens, nous pouvons conclure que nous avons réussi à mettre en confiance les commissaires rencontrés. Ainsi, nous croyons avoir eu accès à la vision personnelle des commissaires sur leur prise de décision, qui va au-delà du discours formel de la CNLC.

Au terme de cette recherche, il serait prétentieux de dire, et là n'était pas notre objectif de départ, que nous avons recueilli l'étendue de la vision des décideurs de la CNLC en ce qui a trait à leur prise de décision. Dans le cadre de cette recherche exploratoire et à la lumière des difficultés évoqués, l'analyse des propos des commissaires donne un portrait de ce qui entre en compte dans leurs décisions, et non une analyse exhaustive de ces éléments.

CHAPITRE 4 - LA PRISE DE DÉCISION DES
COMMISSAIRES DE LA CNLC

À la suite de l'analyse du discours des décideurs de la CNLC,¹⁹ il ressort plusieurs éléments. D'une part, la LSCMLSC semble très importante au sein du processus décisionnel des commissaires. Celle-ci leur permet de rendre des décisions qui sont incontestables, parce qu'elles s'appuient et répondent aux critères précis de la loi. Toutefois, dans certains cas, les interviewés semblent désirer plus de latitude par rapport aux critères légaux, notamment dans l'application de la mesure d'examen expéditif et du maintien en incarcération.

D'autre part, les commissaires soulèvent les enjeux de leurs décisions. Celles-ci auront un impact sur les délinquants, sur la population ainsi que sur les décideurs. De même, dans leur discours, les commissaires font état des récidives en libération conditionnelle et des répercussions que celles-ci peuvent avoir sur la population ainsi que sur les décideurs.

Enfin, les interviewés ont soulevé les éléments qui entrent en compte dans leur processus décisionnel. Parmi ceux-ci, certains éléments sont à caractère objectif, tels que le fait qu'ils soient à l'extérieur du milieu carcéral, d'autres à caractère plus subjectif, tels que l'intuition et le jugement. De plus, dans leur discours, les commissaires font référence à d'autres facteurs qui peuvent avoir une certaine influence sur leur prise de décision.

¹⁹ Dans ce texte, le masculin est utilisé pour représenter l'ensemble des commissaires

4.1 - Le cadre décisionnel

Selon les propos des commissaires que nous avons rencontrés, leur premier mandat au sein de la CNLC consiste à garantir la protection de la société. Celle-ci peut être assurée par la réintégration du délinquant au moment opportun, avec une surveillance et des restrictions particulières à chaque cas. Au travers des entrevues, les interviewés ont souligné que l'essentiel de leur travail consiste à effectuer une évaluation du risque que représente le délinquant qui demande une quelconque forme de libération anticipée. C'est ainsi que les décideurs de la CNLC se prononcent sur un risque acceptable ou non, pour la sécurité de la collectivité.

Les commissaires sont unanimes en ce qui a trait aux balises qui définissent leur métier. Leur responsabilité consiste à faire l'évaluation du risque que représente le détenu. La détermination de la peine, la gestion de la sentence et la surveillance en communauté ne sont pas de leur ressort. Dans leurs propos, les décideurs de la CNLC disent ne pas avoir de regard sur le cheminement carcéral des délinquants ou sur leur culpabilité :

On n'est pas là pour cogner dessus, on n'est pas là pour les agresser, pour les intimider, pour leur faire la morale ou pour leur faire la leçon. (Jean).

L'implication des commissaires survient au moment de déterminer si oui ou non, à quel moment et à quelles conditions, une personne est prête et bénéficierait d'une réintégration en communauté.

4.1.1-Pouvoir législatif

Les décisions que les commissaires rendent et tout le processus qui les entoure sont compartimentés dans une loi, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Leurs décisions étant dictées entièrement par celle-ci, les commissaires doivent l'appliquer à la lettre. Les politiques décisionnelles qui guident l'étude des cas de la CNLC découlent directement de cette loi.

Dans leur discours, les commissaires ont fait part de l'importance du cadre législatif dans lequel s'inscrivent leurs décisions. Ceux-ci considèrent la LSCMLSC comme leur « *manuel de conduite* » :

Nous, on est là pour appliquer une loi. Tout ce qu'on fait, on doit le faire à l'intérieur de la loi. On n'est pas là pour changer la loi. On n'est pas là pour contester la loi. On nous la donne et on nous dit : à l'intérieur des paramètres qu'on vous donne qui sont la loi et les politiques, vous devez prendre des décisions qui visent la protection du public, et la réinsertion sociale des individus. Dans le fond, c'est notre corridor de fonctionnement. (François)

Cette loi est reconnue comme leur modèle officiel de réflexion. Pour ces décideurs, la LSCMLSC fournit des points de repère qui guident le processus décisionnel. Les critères de cette loi leur permettent d'expliquer leurs décisions. Tous les éléments, sur lesquels ils se sont basés lors de leur réflexion, sont justifiés légalement. Les interviewés ont souligné l'importance de la rédaction d'une feuille de décision en fonction des critères précis de la loi, de façon à ce que ce document soit : « *valide au plan légal* » (Michel). Rigoureusement appuyées par les critères de la LSCMLSC, les décisions rendues par les commissaires de la CNLC deviendraient pour ainsi dire incontestables.

Les commissaires ont souligné le sentiment de sécurité que leur procure ce cadre législatif. À titre d'exemple, certains commissaires ont mentionné que la feuille de décision est essentielle, tout particulièrement lorsqu'une de leur décision va en appel. Dans ces cas-là, le renvoi à des points précis de la loi est capital pour que leur démarche soit reconnue légalement. Pour eux, l'important est qu'ils soient :

...appuyés par la loi. Oui, parce que, si jamais la décision va à la section d'appel, ça va être plus facile pour les commissaires de la section d'appel de voir sur quoi on s'est appuyé. Ça va probablement les aider aussi à rendre une décision et de dire : voilà ce que dit la Commission. Elle s'est basée selon la loi et les politiques. (Dominic)

Les commissaires rédigent leurs décisions en conformité avec les critères légaux, pour que leur cheminement décisionnel soit irrécusable. De cette

façon, la loi leur assure une certaine protection, pour que la décision finale « *résiste à l'attaque légale* ». (Michel)

En dépit du pouvoir législatif que leur procure la LSCMLSC, les commissaires font part d'une certaine volonté d'indépendance par rapport à celle-ci.

4.1.2-Volonté d'indépendance

Le pouvoir décisionnel qu'assure la LSCMLSC aux commissaires, est cependant limité par les critères rigoureux de cette même loi. Selon eux, la loi ne leur accorde pas une grande marge de manœuvre dans leurs décisions. Ainsi, les décideurs que nous avons rencontrés démontrent un désir d'avoir plus de liberté décisionnelle, notamment en se dissociant de certains critères légaux.

Les commissaires revendiquent plus de latitude dans l'application de certaines règles légales. En raison d'un écart entre les normes législatives et leur croyance par rapport à certains cas, les décideurs expriment un sentiment de malaise à appliquer la loi. Ces « *frustrations* » sont en

majeure partie reliées au processus d'examen expéditif²⁰ et à la décision d'initier ou non, l'étude d'un cas en vue d'un maintien en incarcération²¹.

Les commissaires ont mentionné comprendre le bien-fondé de l'examen expéditif, qui est de donner la possibilité aux « *petits criminels* » de réintégrer la société plus rapidement. Toutefois, un bon nombre d'entre eux ont fait part d'un mécontentement envers les critères d'octroi d'une libération conditionnelle dans le cadre de cet examen. Selon l'article 126(2) de la LSCMLSC, si les commissaires sont convaincus « *qu'il n'y a aucun motif raisonnable de croire que le délinquant commettra une infraction accompagnée de violence s'il est remis en liberté avant l'expiration légale de sa peine* », ils doivent ordonner la libération conditionnelle totale de celui-ci. Ainsi, cet octroi exige que le dossier du délinquant réponde à certains critères précis, sans que le jugement des commissaires soit sollicité.

Pour certains commissaires, cette mesure vient contredire le reste du processus des libérations conditionnelles. En effet pour plusieurs des personnes que nous avons rencontrées, la libération conditionnelle vise avant tout « *à sortir quelqu'un, qui, après analyse, n'a pas une grande probabilité de récidiver dans aucune forme de criminalité* » (Jean). Or, l'examen expéditif se limite à la probabilité de récidive violente. C'est

²⁰ Le processus d'examen expéditif est enclenché dans le cas d'un délinquant qui en est à sa première sentence fédérale, pour un délit non-violent. Il est alors admissible à la libération conditionnelle au sixième de sa peine.

²¹ Seul le Service correctionnel du Canada a la possibilité de déférer un cas à la CNLC pour l'examen en vue d'un éventuel maintien en incarcération au moment de la libération d'office.

ainsi que quelques commissaires se questionnent sur le bien fondé de cette mesure d'examen expéditif. Plus précisément, ils se demandent, « *si cette pratique ne va pas à l'encontre de l'esprit même de la loi?* » (François)

Ainsi, selon les commissaires, cette mesure laisse libre cours à certains criminels qui peuvent présenter une probabilité de récidive, mais qui n'usent pas de violence, ou toutefois, d'une façon difficilement décelable. Leurs arguments se résument dans les propos de ce commissaire qui mentionne que lors de l'examen expéditif :

...tu cherches la violence dans le dossier. Le potentiel de violence, le potentiel de récidive violente durant la durée de la peine. Tu es intimement convaincu qu'il y a 99 % des chances que l'individu récidive dans un crime contre les biens. Mais si tu n'es pas convaincu qu'il va récidiver dans un délit violent, tu dois ordonner son élargissement. (...) C'est une pratique qui, pour la plupart des commissaires, est un peu frustrante. Tu es obligé de libérer quelqu'un dont tu es à peu près convaincu qu'il va récidiver, mais probablement dans un vol à l'étalage, dans un vol par effraction, possession de stupéfiants... (Jean)

Les commissaires trouvent difficile de devoir « *fermer les yeux* » sur une partie de la criminalité d'une personne, parce que celle-ci n'est pas caractérisée par de la violence. C'est ainsi que, selon les interviewés, de « *bons vieux délinquants* » peuvent se faufiler rapidement hors du système :

...s'il n'a jamais fait de violence, si c'est sa première condamnation. On a vraiment des gros criminels, des gens qui pratiquent depuis 10 ans, qui se remplissent les poches d'argent, et qui arrivent à l'examen expéditif et on doit ordonner la mise en liberté. On n'est pas nécessairement capable de démontrer qu'il va récidiver. (Michel)

L'examen expéditif se fait alors dans un cadre formel où le jugement des commissaires a moins de place. Les commissaires sont « *orientés* » dans leur pouvoir de décision, et ont l'impression de devoir agir contre leurs convictions et leur jugement.

La mesure de maintien en incarcération semble aussi poser quelques problèmes aux commissaires que nous avons rencontrés. En effet, la décision d'initier, ou non, le processus d'examen pour un maintien en incarcération, ne dépend pas de la CNLC. Le Service correctionnel du Canada leur soumet des cas, qui, à son avis, nécessitent le maintien en incarcération ou des restrictions supplémentaires dans le cadre de la libération d'office. Les commissaires n'étudient que les cas que le SCC leur a soumis. Pour les interviewés, cette procédure peut occasionner des oublis :

Le maintien, il devrait à mon sens être fait différemment. Parce que là présentement, si l'employé du SCC n'a pas les lumières assez allumées pour nous déférer le cas, nous on n'a pas le pouvoir [de le faire]. Et une fois de temps en temps on voit un dossier et on dit : ça, c'est un

cas de maintien, mais on n'a pas de pouvoir.
(Michel)

Ainsi, il ressort de nos entrevues que les commissaires pensent qu'il serait bénéfique qu'ils aient un droit de regard sur la sélection des délinquants qui devraient faire l'objet d'un examen en vue d'un maintien en incarcération.

La LSCMLSC semble ainsi être pour les commissaires très restrictive dans un certain nombre de cas. Pour ce qui est de l'examen expéditif et de l'initiation du processus d'examen pour un maintien en incarcération, les décideurs de la CNLC ont soulevé des points où ils étaient en désaccord avec la procédure à suivre. Encadrés par des critères légaux rigoureux, ils se croient restreints dans leur liberté de mouvement et tenus de mettre en oeuvre certaines règles auxquelles ils n'adhèrent qu'en partie.

4.2-Les enjeux de la décision

4.2.1-Impact de la décision

L'importance que les commissaires accordent à la décision qu'ils ont à prendre ressort tout au long des entrevues. Dans leur discours, les commissaires soulignent l'ampleur de cette décision, majoritairement pour trois raisons.

Tout d'abord, le retour en communauté de quelqu'un ayant préalablement été trouvé coupable de la perpétration d'un crime remet indubitablement en question la sécurité de la société. Les commissaires considèrent avoir la responsabilité d'assurer la constance de cette sécurité.

Ensuite, cette décision est de première importance pour le délinquant qui en fait la demande. Sa liberté, un des droits fondamentaux de tout individu, repose entre les mains de la Commission. Tous les efforts des commissaires sont dirigés vers une décision qui soit la plus juste possible pour les deux parties en jeu.

Enfin, cette décision, qui tient compte de la liberté du délinquant et de la protection de la société, aura aussi un impact non négligeable sur les décideurs qui signent la décision. Dans ce milieu, les commissaires se sentent souvent « *sur la sellette*²² ». Si les « *succès passent souvent inaperçus* », il en est tout autrement pour les erreurs, qui, ayant des retombées déplorables sur la société, engendrent le déploiement de tout un arsenal médiatique. La crédibilité de la personne à la tête de la décision peut alors être remise en question.

A) Incertitude dans la prédiction du comportement humain

La grande majorité des commissaires ont qualifié leur travail, qui touche à l'analyse du comportement humain, de « *science inexacte* ». Pour eux, il

²² Sellette : Petit siège de bois sur lequel on faisait asseoir un accusé au tribunal.

est clair que le comportement humain et la récurrence d'un comportement criminel ne peuvent être prédits avec exactitude. Leurs outils de travail étant dépourvus de « *boule de cristal* », les commissaires de la CNLC disent devoir être bien armés pour supporter l'incertitude et la possibilité d'erreurs qui se rattachent à ce travail. Au bout du compte, chaque décision est basée sur une estimation du degré de risque que représente le délinquant, et ce, à un moment précis. Pour eux, l'acceptation qu'il y aura assurément des erreurs en cours de route fait partie du métier :

Je pense qu'on est prêt pour ces choses-là. Sans se présenter comme des surhommes ou des surfemmes, on est censé être capable de faire face à ça. On sait très bien qu'on transige avec des délinquants, des détenus, des criminels, et qu'on ne pourra jamais avoir un taux de réussite de 100 %. Donc, on est censé, tout en étant conscient qu'on est des êtres humains, puis que les ratées nous affectent et nous atteignent, on est censé avoir été choisi parce qu'on était capable de faire face à cette musique-là. (...) Ça fait partie du travail. Il faut être conscient que ces choses (les récurrences) peuvent non seulement arriver, mais vont arriver.
(Jean)

B) Compte à rendre à la population

Lors de leurs décisions, les commissaires mentionnent la nécessité de rendre des comptes à la population générale. Ils doivent, estiment-ils, protéger la société contre ce qu'elle redoute. Selon les interviewés, s'ils

sont assis à la place d'un décideur en matière de liberté anticipée c'est parce que la société les a choisis et ils doivent alors leur « *donner ce qu'ils veulent* » : « *Les citoyens, on a des comptes à leur rendre. Parce que, ce n'est pas le Bon Dieu qui nous a mis ici.* » (Michel)

Selon les commissaires que nous avons rencontrés, la population générale tolère moins certains types de criminels que d'autres. Il semble que les commissaires qui se disent au « *service de la population* » tiennent compte des intolérances de la société lors de leurs décisions :

Je vous mentirais si je vous disais que dès qu'on se retrouve devant des crimes de violence, devant des crimes d'agression sexuelle, devant des crimes qui impliquent des enfants, des femmes, des personnes âgées, des gens vulnérables, démunis, qu'on ne devient pas plus exigeant. Officiellement, on ne l'est peut-être pas plus, mais dans les faits, on est des êtres humains, on n'arrive pas de la planète Mars. Puis on sait très bien que la société qu'on est censé protéger tolère plus difficilement certains types de crimes que d'autres. (...) On vit dans la même société que tout le monde. Puis comme on est censé protéger la société, on doit toujours aussi demeurer conscient de ce que la société accepte, et accepte moins ou accepte plus difficilement.
(Jean)

Dans la rédaction de leurs décisions, les commissaires ont mentionné mettre l'accent sur une justification qui soit claire et accessible à la population générale. Ils s'attendent à ce que le détail de la décision

démontre qu'ils ont réfléchi, dans un premier temps, dans le meilleur intérêt de la société et ensuite, dans l'intérêt du délinquant.

C) Couverture médiatique

Bien que non souhaitable, la récidive de certains délinquants, à qui les commissaires avaient auparavant jugé sécuritaire d'octroyer une liberté, est une facette presque inévitable de leur métier. Parmi le groupe de commissaires rencontrés, six sur quatorze²³ ont mentionné avoir été impliqués dans au moins un cas spectaculaire²⁴ au cours de leur pratique. Ceux-ci nous mentionnent avoir vécu des moments difficiles à la suite de l'évènement, soit en raison de la nature de l'acte posé, du processus d'enquête qui s'y rattache ou de la couverture médiatique qui suit l'évènement :

On ne fera pas la nouvelle, la première page demain matin, parce qu'un libéré conditionnel a fait une fraude. Mais on va la faire s'il a battu une femme, s'il a agressé un enfant. (Jean)

Même si les commissaires y sont préparés, les récidives violentes semblent éprouvantes à vivre :

²³ Certains de ceux-ci ont été impliqués dans un cas où il y a eu une récidive, dans le cadre de leur travail à la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC).

²⁴ Un cas spectaculaire est l'appellation que les commissaires utilisent pour les cas de récidives dans un crime grave (très souvent médiatisés), d'un délinquant à qui ils avaient octroyé une libération anticipée.

C'est difficile parce que, quand il y a un cas qui ressort, c'est absolument un cas où il y a une vie humaine qui a été prise. Personnellement, j'ai eu à le vivre une fois. Où j'étais directement impliqué dans une décision. J'ai eu dernièrement le rapport de l'enquête nationale. Il dit à la toute fin : « la Commission a fait ce qu'elle avait à faire, il y avait des changements significatifs ». Mais, comme être humain, comme individu, on ne peut pas faire abstraction... que même si on te blanchit, puis qu'on te dit : tu as bien fait ton travail... il y a une vie qui est partie. (François)

Selon les commissaires, la période d'enquête, subséquente à un cas de récidive, est source de stress. Durant ce temps où le travail des commissaires est mis en observation, les médias s'empressent d'émettre leurs commentaires sur l'évènement et sur les commissaires impliqués dans la décision, et ce, sans aucune certitude de leur degré de responsabilité. Dans cet extrait, ce commissaire parle d'un des cas médiatisés dans lesquels a été impliquée la Commission :

C'est sûr que finalement, la journée même dans les journaux là, c'est la grosse page, la caricature. (...) C'est les trois commissaires qui sont assis, pis il y a le détenu, pis un pendule. Il y avait la photo des trois commissaires qui avaient été impliqués, la description de qui ils étaient. (...) Non, ça ne me tente sincèrement pas d'être pris dans une situation comme ça. (Robert)

D) Force de caractère

Dans leur métier, les décideurs en matière de libération anticipée ont à transiger avec une clientèle qui, en raison des actions qu'elle a posées, est plus ou moins acceptée par la société. Ils sont aussi confrontés à un stress continu, relié à la probabilité de récidive (parfois de récidive grave) des délinquants libérés et à la présence des médias, dont ils sont souvent « *la cible* ». Les commissaires soutiennent devoir être « *faits forts* » pour pouvoir faire face à ces difficultés et à ces incertitudes. Selon eux, pour exercer ce métier, il est primordial d'être presque inébranlable : « *...et d'avoir, je dirais entre guillemets, une couenne peut-être plus solide que d'autres personnes.* » (Jean)

Malgré les côtés négatifs et stressants de leur travail, les commissaires sont unanimes, ils disent être en mesure de vivre avec la pression qui se rattache à leur métier. Les décideurs de la CNLC rapportent « *se donner à 100 %* » lors de l'étude du dossier, de l'audience, de la délibération et de la rédaction de la décision. Cette décision étant prise avec toutes les informations disponibles à ce moment-là, si un événement nouveau se produit par la suite, ce n'est plus de leur ressort. Convaincus d'avoir pris la meilleure décision en fonction des éléments qu'ils détenaient, ils doivent être « *suffisamment solides pour ne pas se sentir menacés par l'opinion de quelqu'un d'autre qui est différente.* » (Michel)

Plusieurs interviewés ont souligné l'importance de pouvoir décrocher après une journée de travail. Lorsqu'ils retournent à la maison, les

décideurs ne veulent pas être hantés par le doute et se demander s'ils ont pris la bonne décision. Pour eux, ce lâcher prise est essentiel au bon rendement d'un commissaire à la CNLC :

...quand j'ai fini de travailler, quand j'ai fini mon dossier, des fois je sors du pénitencier et des fois les gardiens vont dire : vous en avez sorti combien? Je n'en ai aucune idée. Ah! Moi c'est fini!
(Guillaume)

Pour plusieurs des commissaires rencontrés, l'exercice de leur métier exige d'avoir une croyance infaillible dans la réhabilitation des délinquants et une confiance dans le système qui rend possible cette réhabilitation. Par exemple, ce commissaire croit fermement en la capacité de l'être humain de changer :

...tout le principe de la libération conditionnelle pour moi c'est quelque chose qui va de soit. Je pourrais l'avoir inventé, ça ne serait pas plus personnel. (Michel)

Étant donné qu'ils transigent avec une clientèle différente du reste de la société (en raison des actes qu'elle a posés), plusieurs commissaires ont mentionné qu'il est incontournable d'« *aimer profondément* » cette clientèle-là pour être disposé à travailler avec elle :

C'est une clientèle que j'aime, et je les aime! (...)
Parce que si on n'aime pas cette clientèle-là, là...
(Marc).

Selon eux, en tout temps le délinquant doit être traité avec respect :

...très important, je vouvoie toujours les clients, peu importe leur âge. Je leur demande la même chose. Parce que je ne le connais pas, moi. Je le traite avec respect. (Guillaume)

4.2.2-La CNLC et ses membres, vus par les commissaires

Les commissaires doivent transiger avec les enjeux de la décision qu'ils ont à rendre. À ce propos, la CNLC et le climat d'équipe qui y règne semblent être la source où ils puisent leur inspiration et leur motivation. Par ailleurs, ils tiennent un discours très positif sur la CNLC, tant concernant leurs collègues de travail, qu'en ce qui a trait à l'organisation même de la Commission.

A) Collégialité

Étant donné que plusieurs décisions se prennent à deux commissaires (trois dans certains cas²⁵), le travail d'équipe prend une grande place au sein du processus décisionnel. Toutefois, aucune règle ne dicte la formation des équipes d'étude. Les commissaires sont jumelés au hasard. Ce travail d'équipe ressort de façon très importante dans le discours des commissaires rencontrés. D'une part, ils soulignent les relations positives qu'ils entretiennent entre eux. D'autre part, ils mentionnent les atouts

²⁵ Les commissaires peuvent siéger à trois, par exemple dans les cas de sentence vie.

reliés aux opinions multiples pour un même dossier et, enfin, ils parlent des avantages qu'apporte une équipe pluridisciplinaire.

Tous les commissaires ont décrit favorablement la relation qu'ils entretiennent avec leurs collègues de travail. Ils ont qualifié la collégialité au sein de la Commission, comme étant leur « *plus grande force* ». Les commissaires se disent très respectueux entre eux et ouverts à la critique constructive de la part de leurs collègues. Ceux-ci mentionnent ne pas se sentir jugés par leurs collègues, et, surtout, se sentir épaulés dans les moments difficiles. Le travail étant exigeant, une relation constructive avec leurs partenaires de travail contribue à diminuer la tension créée par ce métier, affirment-ils :

Je peux vous dire que, quand les cas sont très lourds, comme supposons quand on va à la Macaza²⁶, ce n'est pas évident de lire, pendant une journée de temps, des agressions sexuelles. Il faut aller respirer entre certains dossiers, parce que c'est très lourd. Moi, j'ai constaté que c'est la place où on parle et où on rit le plus, entre les audiences. C'est comme libérer la tension. (Guillaume)

La collégialité est aussi indispensable lors des décisions qu'ils ont à prendre, soutiennent les personnes interviewées. Les commissaires peuvent ainsi se compléter dans leur démarche, parce qu'ils peuvent se seconder dans l'étude d'un dossier. Si l'un des commissaires est « moins attentif » une journée pour quelques raisons que ce soient, l'autre

²⁶ Établissement fédéral comportant une aile spécialisée pour les cas de délinquance sexuelle

commissaire peut être là pour compenser et « *attraper l'information perdue* ».

Pour la plupart des commissaires, lors de prise de décision de cette envergure, la pluridisciplinarité s'avère un atout. Leur formation antérieure fait en sorte qu'ils ont des visions différentes :

Je dirais aussi que le fait qu'on travaille en collégialité est une force. Il ne faut jamais oublier qu'on est deux à avoir étudié le même dossier, mais séparément. Alors, comme on a des backgrounds différents, un c'est le domaine juridique, un autre ça peut-être le travail social, l'autre c'est la psychologie, il y a forcément des aspects du dossier qui nous attrapent plus. (Jean)

Comme certains d'entre eux l'ont mentionné, les décisions prises à plus d'un commissaire seraient en quelque sorte plus justes et : « *plus sécuritaires pour le détenu, parce qu'il n'est pas limité à un seul jugement.* » (Jean)

Néanmoins, les personnes rencontrées sont conscientes que des désaccords peuvent survenir :

Mais c'est déjà arrivé qu'on a fait des [décisions] partagé[e]s, parce qu'en notre âme et conscience on a eu un avis différent et c'est correct. C'est correct. Mais on ne commence pas par ça en général. On commence par échanger et plus souvent, on arrive au même avis. Les collègues, je

pense que c'est important. Si on était seul, je ne pense pas que ça donnerait le même résultat. Parce qu'on répond à des questionnements, ça permet d'échanger. (Lucien)

Dans un même ordre d'idées, plusieurs commissaires mentionnent ne pas prendre plaisir à rendre des décisions sur dossier²⁷, car celles-ci ne reposent que sur l'étude d'un seul commissaire à la fois et elles ne donnent pas accès à l'information que procure l'audience :

C'est une procédure que les commissaires n'aiment pas. Ça se fait seul sur dossier au bureau. Alors non seulement tu n'as pas d'audience, non seulement le détenu n'est pas devant toi, mais en plus, tu es tout seul. Donc, tu ne peux pas partager avec le collègue pour voir l'opinion que lui ou elle peut avoir de ce dossier-là. (Jean)

Ces décisions, prises en solitaire au bureau, ne permettent pas l'échange entre collègues et ne permettent pas de rencontrer le délinquant.

Il semble donc important pour les commissaires d'œuvrer dans un milieu où règne la collégialité. Toutefois, quelques interviewés se sont moqués affectueusement de leurs confrères et consoeurs, sur leurs façons de travailler, nécessairement influencées par leur formation antérieure :

²⁷ Ces décisions sont d'abord prises par un commissaire. Ensuite le cas est soumis à un autre commissaire pour une deuxième signature qui approuve ou non la décision.

Les avocats, moi je ris toujours d'eux autres un petit peu. Parce que, dans le fond, les avocats, ils connaissent la loi, mais ils n'ont pas de connaissances en criminologie. Absolument pas. Ils sont bons dans les points légaux, ah oui! by the book, by the book! (...) ils dorment avec leur loi eux autres! (Marc)

D'autres disent en plaisantant, que : « *les policiers eux, il faut toujours qu'ils fassent la preuve!* » (Lucien). De la même façon, lorsqu'ils ont des collègues cliniciens, ils vont s'amuser à : « *...leur dire : vous ne faites pas de la thérapie là!* » (Lucien). Ces taquineries sont le reflet de la bonne entente qu'ils entretiennent. Toutes ces différences d'approches semblent faire en sorte que les décideurs de la CNLC se complètent, ce qui leur permet de rendre une décision qui se veut la plus exhaustive et équitable possible.

B) CNLC

Les commissaires trouvent que la Commission s'est beaucoup perfectionnée ces dernières années dans sa constitution et ses politiques. Plusieurs d'entre eux ont fait référence à des personnes d'influence qui ont donné beaucoup d'énergie pour que la Commission devienne une organisation de qualité supérieure. Les commissaires soutiennent que la CNLC a maintenant acquis une structure de travail solide. Cette amélioration se traduit par des politiques décisionnelles rigoureuses; par un protocole plus officiel pour le déroulement des audiences et la rédaction des décisions; par une sélection et une formation de haute

qualité pour les commissaires et par un encadrement constant de la part des supérieurs de la Commission. En résumé, dans l'ensemble, les décideurs sont satisfaits de ce que la CNLC est devenue.

Quelques-uns d'entre eux soutiennent qu'auparavant la CNLC était constituée de plusieurs commissaires qui avaient profité de nominations politiques. Sans nier la présence encore partielle de ce processus, les commissaires précisent que maintenant les candidats soumis au ministre sont des gens plus qualifiés. C'est ainsi qu'il « *y a toujours un brin [de] politique, mais il faut dire qu'on choisit parmi des personnes compétentes.* » (Jacques). C'est d'ailleurs avec fierté que plusieurs d'entre eux parlent de leurs collègues de travail :

Des gens d'une extrême compétence, d'une compétence extrêmement variée, de fortes personnalités. Donc des gens qui ont la maturité, en plus de la personnalité, pour savoir qui ils sont, où ils en sont, qu'est-ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent. (...) Donc un milieu extrêmement stimulant, par la diversité professionnelle, la diversité des expériences professionnelles, la diversité des personnalités et la maturité des personnalités. De sorte que pour moi, ça été comme d'entrer au paradis des professions. (rire) (Michel)

Les commissaires rencontrés tiennent aussi un discours très positif sur leur organisation. Par exemple, ceux-ci se disent très satisfaits du soutien apporté par l'organisation lorsque des incidents malheureux sont survenus. Selon eux, dans tous ces cas, l'organisation et ses hauts

dirigeants fournissent un appui incomparable dans ces moments difficiles :

Je me rappelle du dernier cas très médiatisé. On a eu un appel conférence d'un ministre présent de l'époque, pour un petit peu partager avec les collègues impliqués, une solidarité. (...) Il y avait des commissaires dans différents pénitenciers, il y avait des collègues qui étaient ici au bureau, il y avait des collègues qui étaient à la maison. Ils s'étaient arrangés pour avoir la totalité des commissaires et des gestionnaires. On était tous sur la ligne, pour essayer de partager notre solidarité face aux commissaires qui avaient été impliqués. En même temps, on nous expliquait les mesures qui avaient été prises face aux médias, face à tout le boum publicitaire que ça pouvait faire. (Robert)

Non seulement lors d'événements spectaculaires, mais tout au long de leur mandat, la CNLC semble être présente pour les commissaires. Selon les interviewés, ils sont le centre de l'organisation :

Toute l'organisation, et c'est flatteur pour nous, doit être au service des commissaires, parce que c'est nous qui décidons. On doit décharger les commissaires autant que possible. Tout doit être aplani, organisé pour que l'attention des commissaires, ne soit pas divertie par les questions de gestions d'équipements, et de gestions d'horaires, etc. (...) Les gens sont constamment en recherche de qu'est-ce qui peut faciliter le travail des commissaires, au sens, de leur enlever le souci de ce qui n'est pas exactement leur tâche. (Michel)

Les commissaires font aussi référence au salaire dont ils bénéficient. Toutefois, le salaire ne semble pas être l'attrait premier de ce travail. Certains ont même mentionné que le salaire n'est rien comparé à la gratification que leur apporte chaque journée de travail :

On est très bien rémunéré. Mais, il ne faut jamais oublier que sur notre rémunération, il y en a la moitié qui va pour le travail qu'on fait, l'autre moitié c'est pour être capable d'absorber la chaleur médiatique quand ça arrive. (François)

Selon eux, le salaire est grandement justifié par les exigences et les conséquences reliées à leur travail.

Toutefois, plusieurs commissaires se disent insatisfaits quant à la durée de leur mandat et du mode de renouvellement de celui-ci. Ainsi, selon eux, en raison du temps nécessaire pour raffiner leur compétence, ils trouvent leur mandat trop court :

Avant qu'on puisse vraiment dire qu'on est confortable pour travailler et que ça va bien, je dirais que ça prend un 2 ans. Puis au bout de 2 ans, tu commences à posséder ta matière, tu commences à comprendre comment sont bâtis les dossiers, et comment tu peux les gérer et les préparer. Ta méthode de travail, ta véritable façon de travailler ça va te prendre 2 ans, avant de l'avoir. (...) Il faudrait qu'un moment donné le gouvernement soit sensibilisé à ça. Quand on nomme quelqu'un à temps partiel, pour 3 ans. Si on dit qu'à travailler entre 10 et 12 jours par mois, ça

prend 2 ans à acquérir... il reste juste un an au dossier là. L'investissement qu'on a mis là-dedans comme organisation, ça n'a pas de bon sens. Non, ce n'est pas assez. (François)

Selon eux, l'expertise étant longue et difficile à se forger, l'adaptation des nouveaux commissaires prend un temps considérable. Selon un commissaire, ce temps de transition où des nouveaux font partie de l'équipe, peut avoir des répercussions sur le « *rendement de la Commission* » :

Chaque fois qu'il arrive plusieurs nouveaux commissaires, dans les premiers mois, les premiers neuf mois, je dirais, on a beaucoup plus de difficulté à faire nos journées d'audiences. Les journées sont plus longues, et il y a plus de cas reportés. (François)

En résumé, les commissaires ont manifesté un grand respect envers leur organisation et leurs collègues de travail. Avec le soutien de la Commission et s'appuyant sur l'esprit de collégialité qui y règne, les commissaires disent s'accomplir et puiser la force nécessaire pour réaliser leurs tâches de façon consciencieuse.

4.3-Les critères de décision

Durant leur étude de cas, les décideurs de la CNLC reçoivent une multitude d'informations, provenant de diverses sources qui ont eu, de près ou de loin, à évaluer le délinquant qui fait une demande de liberté anticipée. Les commissaires disent rendre des décisions objectives pour trois raisons. D'une part, ils disent n'être guidés par personne dans leurs décisions. D'autre part, ils sont à l'extérieur du milieu carcéral et portent ainsi un regard critique sur les cas à l'étude. Enfin, avec la diversité de l'information à laquelle ils sont soumis, ils peuvent se forger une vision globale du cas.

Toutefois, dans leur discours, les commissaires mentionnent suivre également leur intuition et leur jugement. Tout au long de la lecture du dossier et de la rencontre avec le délinquant lors de l'audience, plusieurs commissaires rapportent être guidés par leurs intuitions et la perception qu'ils ont du cas. Par ailleurs, les décideurs de la CNLC soutiennent porter un regard critique sur ce qu'ils ont à l'étude.

De plus, en cours d'entrevues les commissaires font référence à certains éléments extérieurs qui auraient un certain impact sur leurs décisions. Ils apportent alors des nuances à l'objectivité de leurs décisions.

4.3.1-Des décisions objectives

La tâche des commissaires implique une grande responsabilité car leurs décisions ont un impact majeur autant sur la société, que sur la vie du délinquant en question. Ce travail nécessite donc des outils impeccablement confectionnés. Ce souci de perfection se justifie par l'importance de la décision à prendre et c'est pourquoi les commissaires soulignent porter un œil critique sur tout ce qu'ils ont à l'étude. La totalité de l'information utilisée pour l'étude d'un cas est rapatriée et souvent même écrite dans son intégralité par des membres du SCC. L'information ainsi fournie est diverse et rend compte de plusieurs facettes de l'évaluation de l'individu : évaluation en vue d'une décision, évaluation de la cote de sécurité, évaluations psychologiques et psychiatriques, rapports de programmes, enquêtes communautaires, déclarations des victimes, rapport de renseignements protégés, etc.

Lors de leur étude, il y a plusieurs éléments sur lesquels les commissaires doivent porter attention, par exemple le type de criminalité de l'individu, son comportement en établissement, sa motivation à changer, l'empathie qu'il a envers les victimes, son implication dans des programmes correctionnels ou encore son plan de sortie. Les commissaires rencontrés, disent se servir de tous ces éléments pour faire l'évaluation du risque la plus exacte possible. Toutefois, la perception qu'ils auront du cas à l'étude guidera l'importance accordée à chacun de ces éléments. En bout de ligne, les décideurs de la CNLC mentionnent que la décision qu'ils rendent est objective pour plusieurs raisons.

D'un coté, les commissaires disent rendre des décisions objectives car ils sont guidés par la LSCMLSC et des politiques décisionnelles. Ainsi, leur démarche est guidée et structurée par des critères précis auxquels ils doivent faire référence dans leurs décisions.

D'un autre coté, les décideurs mentionnent être les seuls à avoir un droit de regard sur leurs décisions. Ainsi, ils disent être libres de toute influence dans leur prise de décision :

Je ne peux être lié ni par une recommandation du SCC, ni par l'opinion d'un collègue, ni par mes patrons. Il n'y a personne qui a le droit de m'influencer et je ne le permettrai pas. C'est ma décision et ça c'est sacré. (Dominic).

En ce sens, les commissaires soulignent être, en tout temps, indépendants du SCC dans leurs décisions.

Les interviewés soutiennent aussi qu'ils rendent des décisions objectives parce qu'ils sont extérieurs au milieu carcéral. Pour eux, le fait d'arriver avec un regard nouveau, justifie leur rôle de décideurs en matière de liberté anticipée. Comme l'ont mentionné plusieurs commissaires en justifiant le rôle de décideur de la CNLC au lieu des membres du SCC présents en pénitencier : « *Quand on a le nez collé sur la vitre, on ne peut pas voir qu'elle est sale.* »

Enfin, les commissaires rencontrés soutiennent que leurs décisions sont objectives parce qu'elles sont prises à partir d'une vision globale d'un cas. Ils disent se servir de tous les documents disponibles, pour obtenir un portrait complet de toutes les sphères de la vie du délinquant. Selon eux, c'est donc avec un regard extérieur et objectif, qu'ils se font leur propre idée et qu'ils peuvent ainsi statuer sur cette question d'évaluation du risque.

4.3.2-L'intuition et le jugement

Comme nous venons de le voir, les commissaires que nous avons rencontrés se disent libres de toute influence et disent rendre des décisions structurées et objectives. Toutefois, dans leur discours, les décideurs de la CNLC parlent de leurs intuitions et de leur jugement comme étant des guides dans leurs décisions. Certains soutiennent être à l'écoute de leur « *feeling* » face à un cas. Ainsi, ils disent ne pas négliger le côté subjectif de leur raisonnement.

A) L'étude d'un cas

Les commissaires mentionnent que leur formation à la CNLC, la LSCMLSC et les politiques décisionnelles qui les encadrent, sont des éléments essentiels pour prendre des décisions qui sont le plus justes possible. Cependant, leur démarche décisionnelle comporte aussi un côté subjectif, qui leur permet d'aller plus loin dans leur raisonnement. Selon eux, ils vont

plus loin que ce que leur révèlent les dossiers et au-delà de ce que les règles leur dictent de faire. Les décideurs de la CNLC insistent sur le fait que, lors de leurs décisions, ils laissent une place considérable à leur jugement, à leur perception de la situation et même à leurs intuitions face à un cas.

Cette tendance serait plus présente chez les commissaires qui ont plus d'expérience, c'est-à-dire un plus grand nombre d'années de pratique :

Parce qu'il y a des commissaires, et ça c'est peut-être l'expérience qui le dicte, qui sont plus sûrs d'eux, et qui amènent un petit quelque chose de créativité. C'est-à-dire que des fois il faut passer au-delà de certaines choses, il faut voir en arrière, il faut lire entre les lignes. (Jacques)

Selon les commissaires que nous avons rencontrés, les années d'expérience professionnelles au sein de la CNLC font en sorte qu'ils ont davantage confiance en eux. Ainsi, ils disent se permettre une certaine latitude dans leurs décisions. Dans un même ordre d'idées, les interviewés soutiennent que les nouveaux arrivants à la Commission sont plus méfiants, en raison de leur manque d'expérience. L'approche de base des nouveaux : « *est beaucoup plus réservée. Ce ne sont pas des gens qui vont se garrocher en l'air. (...) ils ont un instinct de : il faut se protéger.* » (François)

Plusieurs commissaires révèlent se fier en premier lieu à leurs impressions par rapport à un dossier. Cette place accordée à la

perception et à l'intuition lors de l'étude d'un cas est difficilement identifiable dans la LSCMLSC. Ces commissaires prennent donc de l'avant en se distançant quelque peu de celle-ci :

Connaître bien sa loi, ses règlements et ses politiques, ce n'est pas tout. Comme je disais, dans le cadre de ma pratique (...), des fois on possède bien notre code de procédure, mais des fois vaut mieux peut-être le jeter aux poubelles. (rire) En tout cas, c'est peut-être fort là comme image, mais c'est ça pareil. (Jacques)

Les commissaires se feraient ainsi « *créatifs* » en prenant leurs distances des écrits légaux. Pour quelques-uns d'entre eux, la sortie du cadre législatif lors de leur prise de décisions est nécessaire et serait même plus sécuritaire pour le public :

J'ai vu des gens très bien formés, techniquement, mais qui ont eu des cas spectaculaires, parce qu'il y a eu des éléments de bases qu'ils n'ont pas perçus. Ils ont manqué de perception peut-être, ils se sont trop attachés à ce qu'ils lisent. (Jacques)

L'intuition semble faire partie intégrante de la perception d'un cas, en particulier lors de l'audience : « *je ne peux m'empêcher d'avoir des intuitions qui me viennent au fur et à mesure de l'audience.* » (Luc). De plus, certains commissaires soutiennent que ce serait une erreur de ne pas se fier à son « *pif* ». Selon eux, de se fier à cette intuition : « *amène à rendre des décisions plus sécuritaires pour le public, et en même temps plus humaines pour le détenu.* » (Jacques)

B) L'audience

Les commissaires rencontrés parlent de l'audience comme étant un élément essentiel dans leurs décisions. C'est à l'audience qu'ils peuvent confirmer, infirmer ou nuancer, ce qu'ils ont appris sur la personne. L'étude du dossier procure une piste d'orientation pour la façon de diriger l'audience, mais c'est seulement à la toute fin de celle-ci, lors de la délibération, que la décision est prise. Tous s'accordent pour dire qu'en aucun temps la décision n'est prise avant la tenue de l'audience²⁸. Selon les commissaires, il y a beaucoup d'informations importantes qu'ils vont chercher à l'audience et ce serait une erreur d'arriver avec une idée forgée à l'avance. Dans les lignes qui suivent, nous allons voir quels aspects de l'audience sont importants pour les décideurs de la CNLC.

D'une part, les commissaires mentionnent qu'il peut y avoir des revirements majeurs à l'audience. Même si leur décision n'est pas prise avant la tenue de l'audience, le cas est tout de même teinté d'une couleur positive ou négative. Toutefois, il arrive que des éléments nouveaux surgissent lors de l'audience. C'est ainsi que certains commissaires qualifient l'audience de « *Boîte à surprise* ». Selon les interviewés, ces nouvelles informations peuvent changer l'orientation d'une décision.

D'autre part, l'audience est riche d'informations pour les commissaires parce qu'elle offre un contact direct avec le détenu. Les commissaires se disent très observateurs lors de celle-ci et très sensibles aux gestes et

²⁸ Dans les types de décisions où il y a une audience.

expressions non verbales de la personne : « *Tous mes capteurs sont aiguisés* » (Benoît). Rien n'est laissé au hasard, les commissaires examinent les moindres petites réactions de la personne :

Ça se voit aussi un peu dans la gestuelle de la personne. Quelquefois on va poser une question (...) il va te répondre, puis il y a une fraction de seconde que tu as vu qu'il a eu une réaction dans les yeux. Ça peut durer peut-être, un millième de seconde. C'est ça qui est important. Ça c'est encore plus important que tout le reste.
(Jacques)

Ainsi, les commissaires révèlent que la gestuelle et les signes non verbaux sont de première importance pour saisir la vraie nature de la personne et pouvoir se prononcer sur sa transparence.

Selon les propos des interviewés, l'audience leur permet non seulement de voir de près certaines caractéristiques du délinquant, mais en plus d'avoir accès au discours même de l'agent attitré à son cas. Ils peuvent ainsi avoir un aperçu de la relation que l'agent et le détenu entretiennent :

On peut s'apercevoir dans le cadre de l'audience, que ça ne va vraiment pas entre l'agent et le détenu. Et que dans le fond, le portrait n'est pas si négatif que ça. (Robert).

L'idée que les commissaires se feront de la relation qu'il y a entre l'agent et le détenu peut venir altérer la fiabilité qu'ils accorderont à certains rapports. La même considération s'applique lorsque l'assistant du détenu à

l'audience est un membre de sa famille. Les commissaires peuvent ainsi avoir un aperçu du type de relation entretenu, et ceci peut éclairer leur jugement, révèlent certains.

Par ailleurs, selon les commissaires, l'audience est aussi le moment propice pour aller clarifier les points plus obscurs ou moins clairs du dossier. C'est l'opportunité d'aller au-delà des informations contenues au dossier. Par exemple, les commissaires vont questionner le délinquant sur ses acquis lors des programmes faits en établissement. Les commissaires s'attendent à ce que le détenu donne des exemples concrets de sa vie quotidienne, et non qu'il récite les éléments d'apprentissage du programme. La plupart des commissaires disent ne pas accepter que le délinquant : *« recrache les termes appris : vous savez madame j'ai des distorsions cognitives et si j'ai des problèmes c'est parce que je suis un dépendant affectif. »* (Guillaume). Pour obtenir de l'information véridique, certains commissaires mentionnent recourir à des questions d'éclaircissements pour leur permettre de vérifier la solidité des acquis.

De plus, plusieurs commissaires disent utiliser lors de l'audience des questions pièges pour vérifier la transparence et la sincérité des propos des délinquants. Par exemple, selon les commissaires, les détenus auraient tendance à se servir de leur rôle de père de famille dans leur argumentation :

...ils se servent beaucoup beaucoup de ça les enfants. Ah les enfants c'est utilitaire. Puis tu leur

*demandes : combien ça coûte un sac de couche?
Une canne de lait? (Philippe)*

Selon les interviewés, dans cet exemple, si le délinquant bafouille ou reste sans réponse, c'est que ses préoccupations familiales ne sont pas aussi importantes qu'il le prétend.

Plusieurs des commissaires que nous avons rencontrés ont eu à travailler dans leur métier antérieur de près ou de loin avec des délinquants. Ceux-ci ont dit que leur approche lors de l'audience sera différente selon le type de personnes auquel ils pensent avoir affaire : « *Je peux être très confrontant avec un bon délinquant structuré. Je vais être très doux avec un cas psychiatrique.* » (Guillaume). Le type de personne qui fait la demande de liberté anticipée semble donc orienter la façon de procéder des commissaires à l'audience.

Encore ici, pour les commissaires nouvellement arrivés, l'évaluation du risque reste en majorité basé sur des éléments objectifs. Ceux-ci ne font pas mention de leur intuition et de leur jugement dans leurs décisions. Néanmoins, les commissaires se disent tous d'avis que l'évaluation du risque reste un processus subjectif qui se fait au cas par cas.

4.3.3-Regard critique

Au cours des entrevues, les commissaires disent poser un regard très critique sur les rapports que leur soumet le SCC. Selon eux, les agents du

SCC ne sont pas toujours objectifs dans leurs recommandations. Les décideurs de la CNLC ont donc mentionné mettre en perspective les recommandations des agents du SCC, et ce, pour différentes raisons. D'une part, pour certains des commissaires que nous avons rencontrés, la relation que les agents entretiennent avec le détenu (qu'elle soit positive ou négative) peut avoir une influence sur l'évaluation que les agents feront du détenu. D'autre part, pour des questions de contexte relié au travail au sein du SCC, les commissaires disent que des rapports peuvent s'avérer plus ou moins justes. Selon les commissaires, ces éléments font en sorte que, parfois, les agents du SCC font une évaluation inexacte de leurs clients et sont donc plus susceptibles de fournir des recommandations inappropriées. Pour combler ces lacunes, les décideurs de la CNLC estiment devoir être critiques face aux rapports qu'ils lisent.

D'une part, pour les commissaires que nous avons rencontrés, la relation qu'il y a entre les agents du SCC et leurs détenus peut venir teinter les recommandations qu'ils ont à faire. Selon eux, dans le cas où un détenu collabore beaucoup avec son agent, il est possible que ce dernier ne soit pas attentif à l'évolution réelle de celui-ci :

L'équipe de gestion de cas les trouve très gentils. Quand on est éducateur, ou quand on est travailleur social, ou qu'on est agent de libération conditionnelle et qu'on a un bonhomme qui collabore, c'est sympathique, c'est agréable. Ces gens-là trouvent ça très positif que la personne ait changé comme ça d'orientation, si vite. À mon point de vue, souvent on va donner des étoiles

trop vite à ces individus là, en pensant qu'ils sont prêts. (Luc)

Dans le même sens, les commissaires notent un manque d'authenticité dans les recommandations du SCC. Les commissaires rapportent comme exemple une situation de conflit entre l'agent et le détenu. Selon eux, dans un pareil cas, l'agent du SCC pourrait agir avec « *vengeance* » et ne pas faire une bonne recommandation de cette personne.

D'autre part, certains commissaires croient que les agents du SCC peuvent être influencés par le milieu dans lequel ils travaillent, et ainsi recommander des personnes pour les mauvaises raisons. Par exemple, ceux-ci rapportent qu'un détenu peut être recommandé parce qu'il a suivi tous les programmes qui lui ont été recommandés, et qu'il n'y en a plus de disponibles pour lui en établissement. Pour les commissaires cela est clair : d'avoir terminé un programme ne signifie en aucun cas que la personne qui l'a suivi a acquis des habiletés durables.

D'autres commissaires font référence à la pression que les agents subissent pour libérer certains détenus plus rapidement : « *s'ils reçoivent la commande de les sortir au plus vite, ils vont faire des rapports pour les sortir au plus vite.* » (Marc). Selon les commissaires, les agents du SCC doivent fonctionner selon un principe de « *cascading* », qui est de faire passer le détenu dont ils sont responsables, de la cote maximum à la cote médium, pour ensuite atteindre la cote minimum. C'est ainsi que certains commissaires comparent le rôle des agents à celui d'un vendeur :

Eux y sont en marche avec un bonhomme et ils essaient de l'amener dehors le plus vite possible et c'est leur rôle, ils essaient de le faire progresser le plus rapidement possible. (...) Il y a toute une démarche de marketing que l'éducateur ou l'agent de libération conditionnelle fait avec son délinquant. (Luc)

Selon les interviewés, les horaires chargés et le manque de temps des agents de libération conditionnelle auraient aussi un impact négatif sur la qualité des rapports présentés :

Le système pousse également. Il faut bien dire ça. Le système est très très exigeant. Le système est très demandant. Beaucoup d'agents de libération conditionnelle ont des statuts que j'appelle précaires. Ils fonctionnent sur contrat. Ils n'ont pas de stabilité dans le travail. Alors, l'agent de libération conditionnelle avec ce statut-là, qui va ne faire que des recommandations négatives par exemple.... On a l'impression qu'il va être mal vu par son employeur. Peut-être que ce n'est qu'une impression. On va nous dire non si on le demande, ça c'est sûr. Mais dans les faits, moi je n'y crois pas. Moi je pense que les agents subissent de la pression. (Marc)

Selon les commissaires, cette condensation de travail en peu de temps et le changement fréquent d'agents attitrés aux cas amènent les agents du SCC à rédiger plus rapidement leurs rapports. Ainsi, ils peuvent utiliser des méthodes de transcription rapide de l'information, telles que le « copier coller », en pigeant dans les rapports précédents. Selon les interviewés, cette méthode peut occasionner des erreurs. Il en

résulterait une perte considérable d'information à partir du début de la sentence de la personne. C'est pourquoi les commissaires doivent fouiller le plus loin possible, et non se contenter de ce qui leur est présenté.

En terminant, quelques-uns d'entre eux admettent accorder plus ou moins de crédits à certains rapports, en fonction de leurs auteurs. Ils signalent qu'au fil du temps ils commencent à connaître le style de rapports qui leur sont soumis :

Il vient un moment donné qu'on connaît le style des réponses. Ah, c'est tel professionnel qui a évalué, ah, je sais ce qu'il va dire. À ce moment-là, tu te contentes de lire la conclusion. (François)

Ainsi, les décideurs filtrent l'information qui leur est soumise.

Pour toutes ces raisons évoquées, les décideurs de la CNLC questionnent l'information qui leur est soumise pour l'étude d'un cas. Ce souci de vérification se perpétue lors de l'audience, où les informations pertinentes seront reprises avec le détenu et les autres personnes présentes, pour permettre aux commissaires d'aller plus loin dans leur évaluation et statuer sur le risque réel que représente la personne.

4.3.4-Autres influences

Les décideurs de la CNLC insistent sur le fait qu'ils s'efforcent de rendre des décisions qui soient justes pour le détenu et sécuritaires pour le

public. Les commissaires soutiennent devoir « *lire entre les lignes* » pour cerner toute la complexité d'un cas à l'étude. Situés à l'extérieur du milieu carcéral et libres de toute influence, les commissaires disent rendre des décisions objectives. Toutefois, il est possible de nuancer ce point de vue. Dans leurs propos, la médiatisation des cas spectaculaires, l'opinion publique et le regard qu'ils portent sur certains types de délinquants semblent se tailler une place au sein de leur processus décisionnel.

Selon les propos de certains commissaires, les cas spectaculaires ont nécessairement un impact sur les décisions ultérieures ou du moins sur la méthode de travail employée pour en venir à une décision. Les commissaires mentionnent avoir peut-être été encore plus minutieux dans leurs décisions subséquentes. Voici un exemple d'une récidive survenue dans la dernière décennie :

Dans les six premiers mois qui ont suivi cet événement-là, statistiquement on a constaté une baisse drastique du nombre d'octroi des libérations conditionnelles. (François).

Pour les commissaires « *ça dû être inconscient à quelque part de resserrer plus.* » (François)

Malgré le respect qu'ils disent leur témoigner, il n'en reste pas moins, que les commissaires s'entendent pour dire que les délinquants sont pour la plupart des « *manipulateurs* », et qu'il ne faut pas qu'ils se fient à

l'apparence qu'ils peuvent projeter, d'où la nécessité de se fier à leurs perceptions. Selon eux, la plupart des délinquants viennent de milieux défavorisés et de familles dysfonctionnelles : « *Guy Lemire, qui est l'ancien directeur de l'École de criminologie, disait : ils partent souvent avec deux prises sur trois*²⁹. » (Jean). Selon les interviewés, n'ayant pas grandi dans des conditions optimales et ayant manqué ainsi d'habiletés et de ressources pour s'adapter aux aléas de la vie, les délinquants sont fragiles et la désorganisation peut arriver rapidement. Selon les commissaires, ceci joue nécessairement dans le choix des conditions à imposer lors d'un élargissement.

Les commissaires mentionnent que certains types de délinquants sont plus difficiles que d'autres à traiter, voire non traitables. C'est ainsi que certains disent que la délinquance sexuelle grave ne peut qu'être maîtrisée, et ce, pour un temps :

Les délinquants sexuels, il faut porter une attention particulière. Parce qu'on sait que la délinquance sexuelle ça ne se guérit pas. Ça se traite, ça se diminue, ça se contrôle. (Dominic).

C'est ainsi qu'ils se disent très prudents et progressifs dans l'octroi d'élargissements reliés à cette clientèle.

²⁹ Référence à une règle au baseball qui stipule qu'après trois prises, le frappeur est retiré.

Selon les commissaires rencontrés, la population générale tolère moins certains types de criminels que d'autres. Ceci amène des précautions lors des décisions liées aux délinquants sexuels, qui répondent aux exigences de la société qui demande de se faire protéger de cette clientèle.

Plusieurs interviewés signalent qu'une partie de la clientèle avec qui il est plus exigeant de trancher, sont les jeunes. Selon eux, certains jeunes ne sont pas encore solidement ancrés dans la criminalité et il serait encore temps de faire quelque chose :

Les cas les plus difficiles que j'ai, c'est lorsque je rencontre des jeunes d'une vingtaine d'années. J'ai toujours vécu en me disant : notre avenir, c'est notre jeunesse, notre avenir. Puis tu rencontres des jeunes qui sont partis sur la mauvaise pente, puis tout ce qu'ils ont de besoin un moment donné c'est d'un bon coup de pied à la bonne place. Et tu te dis : ce ne sont pas des criminels encore.
(François)

Les commissaires qui ont abordé le sujet des femmes purgeant une peine fédérale ont tous eu des propos semblables. Ceux qui se sont prononcés sont clairs, les femmes sont traitées différemment des hommes et ça ne devrait pas être ainsi :

Ah les femmes, les femmes. Ce n'est dont pas drôle les femmes. Faut dont faire attention. On devrait dont les traiter comme tout le monde, comme ça on arrêterait de faire de la discrimination. À penser

qu'elles sont des pauvres petites victimes. Parce qu'il y en a qui sont des très bonnes délinquantes, aussi bonnes délinquantes [que les détenus masculins]. (Guillaume)

Par ailleurs, l'Établissement Joliette, qui accueille des femmes purgeant une peine fédérale, a été appelé par certains commissaires, « *la garderie* ». Cette caricature est en particulier rattachée à ce qu'ils ont constaté lors des audiences :

Les intervenantes et les détenues se tenaient par la main. Oui, et il y avait beaucoup de kleenex. On a déjà vidé des boîtes de kleenex au complet, obligée de suspendre, des crises de panique... (Philippe).

Conclusion

Dans le cadre de nos entrevues, les décideurs de la CNLC ont soulevé la rigueur et la force que leur procure l'application de la LSCMLSC. Au travers de celle-ci, les décideurs ont le pouvoir de statuer sur une mise en liberté anticipée. Toutefois, dans certains cas, celle-ci a semblé leur imposer un cadre trop rigide.

De par la nature des conséquences négatives qui peuvent survenir, les décideurs de la CNLC reconnaissent faire un travail « *risqué* ». Ils révèlent par ailleurs que c'est en raison d'une bonne expérience et formation, d'une forte personnalité, d'un milieu où règne la collégialité et

d'un soutien constant de l'organisation, que les commissaires puisent les ressources et la motivation nécessaires pour accomplir ce travail.

Les commissaires de la CNLC adoptent un double discours sur leur processus décisionnel. D'une part, les décideurs de la CNLC parlent des nombreux éléments qui renforcent le caractère objectif de leur processus décisionnel. D'autre part, ceux-ci ont aussi appuyé sur le caractère subjectif de leurs décisions. En effet, les décideurs ont montré l'importance de leurs intuitions et leur jugement sur leurs décisions. Par ailleurs, les interviewés nous ont fait part d'influences extérieures qui entrent nécessairement en compte dans leur processus décisionnel.

CHAPITRE 5 - CONCLUSION

Deux éléments principaux ressortent de l'analyse du discours des décideurs de la CNLC. D'une part, nous constatons un double discours quant au processus décisionnel en matière de liberté anticipée. En effet, ce processus serait basé à la fois sur des éléments objectifs et des éléments subjectifs. D'autre part, il ressort que le pouvoir décisionnel des commissaires est en partie restreint par des éléments extérieurs au processus décisionnel. Ainsi, plusieurs questionnements et enjeux ressortent de cette analyse.

5.1 -Le processus décisionnel

Depuis plusieurs années, des efforts ont été déployés pour rendre plus efficace et plus juste le processus décisionnel pour les mises en liberté sous condition. Concrètement, le but visé était de créer un modèle décisionnel objectif pour que toutes les décisions rendues soient prises à partir d'un modèle uniforme. Pour atteindre cet idéal, plusieurs moyens ont été mis en place. D'une part, la LSCMLSC fournit des critères précis qui guident les commissaires de la CNLC dans leurs décisions. D'autre part, plusieurs outils standardisés ont été instaurés pour évaluer le risque que représente un délinquant. La visée des outils mis en place pour les décideurs de la CNLC est de procurer un modèle de référence, qui assure des décisions conformes et objectives.

Les résultats de notre recherche permettent de conclure que le processus décisionnel est en partie un processus objectif. Toutefois, le

processus décisionnel, tel qu'abordé par les commissaires de la CNLC, se révèle être également basé sur des éléments qui font appel à la subjectivité des décideurs. Ainsi, les commissaires disent être intuitifs dans leurs décisions et créatifs par rapport au modèle décisionnel qui leur est imposé.

Cette partie subjective de la prise de décision remet en question tout l'appareil mis en place pour rendre le processus décisionnel le plus objectif possible, et porte à penser que toute cette structure objective n'est pas le centre de la prise de décision en matière de libération anticipée. En effet, si le cadre officiel sert de balises et de références lors du processus décisionnel, le processus est également guidé par plusieurs éléments subjectifs. Ainsi, les résultats de notre recherche montrent que le processus décisionnel implique d'abord et avant tout une prise de décision humaine, dans laquelle des éléments intuitifs et subjectifs sont pris en compte.

5.1.1-Des décisions objectives

Dans un premier temps, plusieurs éléments permettent de conclure que la décision rendue par les décideurs de la CNLC est en partie objective. D'abord, parce que la décision est assise sur les critères objectifs de la LSCMLSC. Ensuite, parce qu'ils sont à l'extérieur du milieu carcéral et peuvent ainsi avoir une vision plus objective. Par ailleurs, les commissaires considèrent être en mesure de rendre une décision qui soit juste et

objective, sans appréhender les conséquences négatives qui peuvent survenir à la suite de ces décisions. Enfin, les décisions rendues sont objectives parce qu'elles sont prises à deux ou trois commissaires, dépendant des cas.

A) Outils et critères de décisions objectifs mis à la disposition des décideurs de la CNLC

La décision que les commissaires de la CNLC ont à prendre est régie par la LSCMLSC. Cette loi fournit le cadre objectif du processus décisionnel. Celle-ci dicte la démarche décisionnelle et est en quelque sorte le « *manuel de conduite* » des décideurs. Cette loi offre un cadre rigide avec des critères de référence clairs. Ainsi, la référence à cette loi devrait garantir une conformité dans les décisions de la CNLC.

Par ailleurs, plusieurs outils statistiques servent à l'évaluation du risque que représente un délinquant. Ces outils statistiques font référence à des critères précis d'évaluation du risque et les résultats de ces échelles statistiques font partie des dossiers des délinquants que les commissaires de la CNLC ont à étudier.

De notre recherche, il ressort que la notion de risque et d'évaluation de celui-ci est au centre du processus décisionnel de la CNLC. Ainsi, dans leur discours, les décideurs de la CNLC indiquent prendre en compte des éléments tels que la nature et les circonstances de l'infraction ; la

reconnaissance du délit ; la motivation au changement et l'implication dans des programmes ; l'empathie envers les victimes et le plan de sortie, pour faire leur évaluation du risque en vue d'une décision.

B) Professionnels à l'extérieur du milieu carcéral

Parallèlement, il ressort de nos entrevues que le processus décisionnel de la CNLC est objectif parce qu'il implique des professionnels oeuvrant à l'extérieur du milieu carcéral. Ceux-ci n'entretiennent aucune relation avec la clientèle autre que celle de statuer sur le risque qu'ils représentent en vue d'un éventuel octroi en libération anticipée. Ainsi, l'évaluation du risque s'avère alors objective.

Cette distance permet aux décideurs de porter un regard critique sur les éléments à considérer dans l'évaluation du risque. Ainsi, ils remettent en question et en contexte les informations qu'ils reçoivent pour pouvoir statuer sur la pertinence de celles-ci. De plus, les décideurs de la CNLC disent n'être « *liés d'aucune façon à une recommandation du SCC* ». Ils se disent « *libres de toute influence* ». Les décisions rendues par la CNLC sont alors, à leurs yeux, justes et impartiales.

C) Les conséquences reliées à la décision

Les décideurs de la CNLC qualifient l'évaluation du risque de « *science inexacte* ». Selon eux, le comportement humain ne peut être prédit avec

exactitude, et le comportement criminel n'échappe pas à cette règle. Par ailleurs, les commissaires disent être conscients qu'il est tout à fait probable qu'un des cas qu'ils auront libérés sous condition récidive un jour ou l'autre. Bien que ces événements négatifs atteignent d'une façon ou d'une autre les décideurs de la CNLC, ils ne sont pas considérés par ceux-ci comme une entrave à leur démarche décisionnelle. Ils ont confiance en la loi, en leurs politiques décisionnelles et en leur jugement, et sont ainsi assurés de rendre la meilleure décision qui soit à un moment précis.

Malgré la nature « *risquée* » de leur travail, les commissaires rencontrés soutiennent être en mesure de vivre avec les conséquences de leurs décisions. En effet, leur évaluation du risque est faite à un moment X à partir des informations disponibles à ce moment-là. Cette évaluation est donc valable à ce moment précis, car ceux-ci ne peuvent prédire l'arrivée d'événements nouveaux venant ainsi modifier ce risque. Ainsi, les décideurs soutiennent rendre des décisions objectives car ils ne sont pas ralentis par l'appréhension d'une conséquence négative.

D) Décisions prises à plusieurs commissaires

Les décisions rendues par la Commission sont prises à deux ou trois commissaires. Il ressort de nos entrevues que cette multiple opinion contribue à rendre le processus décisionnel objectif, pour deux raisons.

En outre, les décisions sont prises dans un cadre pluridisciplinaire. Cette pluridisciplinarité leur procure un éventail de points de vues qui se complètent et qui englobent la complexité du comportement humain. Ainsi, l'opinion d'un commissaire est confrontée et nuancée par l'opinion d'un autre. L'évaluation du risque est alors consciencieuse et exhaustive.

Par ailleurs, lors de la délibération à la fin de l'audience, les commissaires mettent en lumière tous les éléments qui entrent en compte dans leur évaluation du risque. Plusieurs professionnels analysent l'information qui leur est soumise. Ainsi, rien n'est laissé au hasard. Il y a peu de chances que des éléments d'information soient égarés en cours de route. Les commissaires apportent à tour de rôle les éléments qu'ils ont trouvés pertinents pour évaluer le risque. Cet échange leur permet de nuancer et peaufiner leur décision pour alors statuer en matière de libération anticipée.

5.1.2-Des décisions subjectives

En dépit de tous les éléments qui assurent l'objectivité des décisions rendues, certaines nuances doivent être apportées. Les décisions des commissaires sont en partie basées sur des critères objectifs, mais, en plus, les commissaires admettent être guidés par une multitude d'éléments qui s'ajoutent à ce modèle objectif. La nature et la portée de ces éléments s'étendent bien au-delà des critères de la LSCMLSC et des politiques décisionnelles de la CNLC. Parmi ceux-ci, plusieurs font appel à

la subjectivité des commissaires. En effet, les décideurs de la CNLC ont soutenu se fier à leur jugement, à leurs perceptions et à leurs intuitions, ainsi que faire preuve de créativité dans leurs décisions.

A) Le jugement dans leurs décisions

Malgré la rigueur qui encadre les décisions de la CNLC, celles-ci sont donc teintées de subjectivité. De leur propre aveu, le processus décisionnel des décideurs de la CNLC est en partie guidé par leur jugement et leurs intuitions face à un cas. Le processus décisionnel inclut alors plusieurs éléments subjectifs, tels que les impressions que les commissaires ont des rédacteurs de certains rapports, la perception qu'ils ont de la personne rencontrée en audience (son langage non verbal, ses réactions). L'évaluation du risque en vue d'une libération anticipée comporte donc une part de subjectivité.

De plus, plusieurs décideurs ont mentionné devoir écouter ce que dit leur "*petit doigt*", sans quoi ils passeraient à côté d'éléments importants. Non seulement l'évaluation du risque et la prise de décision sont basées sur des éléments objectifs et subjectifs, mais aussi sur une partie plus intuitive. L'intuition est ainsi utilisée pour porter un regard critique et questionner l'information qui leur est soumise.

Bien que le cadre objectif (LSCMLSC et politiques décisionnelles) soient très encadrant, le processus décisionnel va au-delà de celui-ci. Les

décideurs de la CNLC mentionnent sortir du cadre législatif dans leur processus décisionnel. Cette latitude par rapport au cadre objectif se traduit par une certaine créativité dans la prise de décision. Celle-ci se manifeste par des décisions qui vont plus loin que ce que les règles dictent de faire. Ainsi, plusieurs commissaires mentionnent écouter leurs intuitions et perceptions, et user de créativité dans leurs décisions, pour rendre des décisions plus nuancées et plus sécuritaires pour le public.

B) Les contingences d'une prise de décision

Peu importe le domaine dans lequel est prise une décision, celle-ci se traduit habituellement par une démarche semblable. Crozier et Friedberg (1977) ont écrit sur le comportement humain et en particulier sur sa méthode de réflexion dans un contexte social. Pour eux, l'être humain prend une décision en fonction des éléments disponibles et du contexte présent à ce moment-là. Crozier et Friedberg soutiennent qu'une prise de décision est toujours contingente. C'est-à-dire que celle-ci n'est pas prévisible et qu'elle variera en fonction de différents facteurs.

Il est possible d'appliquer cette réflexion à la prise de décision des décideurs de la CNLC. Dans ce cas précis, il revient à dire que les commissaires sont encadrés et limités dans leurs décisions par la LSCMLSC et les politiques décisionnelles de la Commission. Toutefois, en plus des règles officielles qui les encadrent, les commissaires sont « *limités* » par des éléments contextuels qui entourent leur prise de

décisions. Dans ce sens, non seulement des éléments concrets sont pris en compte, mais aussi une gamme d'éléments subjectifs. Ainsi, le processus décisionnel est tributaire des enjeux de la décision, des caractéristiques du délinquant, de la provenance et du contenu des rapports à l'étude et encore du pouls actuel de la société. Ces éléments auront nécessairement une certaine part d'influence sur la prise de décision. Le processus décisionnel de la CNLC va ainsi varier en fonction d'une multitude de facteurs plus ou moins objectivables. Une décision de la CNLC ne peut être totalement objective, et ce, malgré les outils mis à la disposition des décideurs. Évidemment, ces influences peuvent être plus ou moins évidentes, alors même que pour les décideurs, la décision se veut le plus juste et objective possible.

Le système veut produire un processus décisionnel en matière de libération conditionnelle qui soit objectif et uniforme. Les décideurs de la CNLC, responsables d'appliquer ce processus dans le cadre de leurs décisions se basent en effet sur ces critères objectifs, mais aussi sur plusieurs éléments subjectifs. Par ailleurs, si le processus décisionnel était totalement objectif, pour un cas donné, tous les commissaires arriveraient à la même décision. Les décideurs de la CNLC ont cependant verbalisé que : « *si on était seul, je ne pense pas que ça donnerait le même résultat* » (Lucien). Avec la part de subjectivité que comprend la prise de décision, il est possible de généraliser cette idée pour stipuler que le processus décisionnel et la décision de la CNLC varient en fonction des multiples éléments et enjeux du contexte du moment. Il est donc

impossible d'affirmer que le processus décisionnel est basé sur un modèle exclusivement objectif.

5.1.3-Enjeux

À la lumière des éléments qui émergent des propos des décideurs de la CNLC, il ressort des questionnements en lien d'une part avec le débat relié au jugement statistique et au jugement clinique, d'autre part avec la question de préjugés et, enfin, avec la notion de risque.

D'une part, les commissaires rencontrés n'ont pas formellement fait référence aux outils statistiques dans leur discours. Bien que ceci ne signifie pas que ces outils n'aient pas de crédit au sein de leur évaluation du risque, les commissaires n'ont pas formulé clairement utiliser les échelles statistiques. L'importance réelle et la place accordée à ces outils restent alors à déterminer.

Par ailleurs, si l'on suppose que les commissaires n'ont pas mentionné les outils statistiques dans leur discours en raison d'un « oubli », il reviendrait à penser que ces outils sont probablement indispensables et incontournables pour l'évaluation du risque. Ainsi, pour la majorité des cas, ces résultats amèneraient un portrait objectif et fiable du risque que représente un délinquant. Ce portrait servirait donc à la prise de décision en vue d'une libération anticipée. Dans cette optique, on pourrait alors penser que certains utilisent leur « pif » et leurs intuitions dans

leurs décisions lorsque les délinquants se retrouvent « à la limite » de représenter ou non une certaine probabilité de récidive. En d'autres termes, nous pouvons supposer que les décideurs se fient à leur « pif » et à leurs intuitions lorsqu'un délinquant ne présente pas clairement un risque acceptable ou non pour la société. Dans la confusion et l'incertitude, les décideurs feraient ainsi appel à une dimension plus intuitive de la prise de décision.

De plus, les commissaires ont clairement fait référence à des éléments subjectifs dans leur prise de décision. Toutefois, un point important est à souligner. Les commissaires de la CNLC exercent un rôle de décideurs et non pas de cliniciens. Alors, une question importante se pose quant à la portée et au contenu de cette dimension plus clinique de leur prise de décision.

D'autre part, les décideurs de la CNCL rapportent poser un regard critique sur les dossiers qu'ils ont à l'étude. Certains commissaires disent remettre en doute la validité et la valeur soit du contenu de certains rapports qui leur sont soumis pour étude, soit des points de vues de certains agents ou professionnels du SCC. Cette dimension, que les commissaires de la CNLC qualifient de regard critique sur le cas à l'étude, est-elle teintée de préjugés ? Certains décideurs ont mentionné passer plus rapidement sur les rapports auxquels ils apportent moins de crédit en raison de leur contenu ou de leurs auteurs. Il semble donc que certains décideurs trient leur information en fonction de critères plus ou moins

objectivables. Jusqu'à quel point cette dimension de sélection de l'information peut-elle être exempte de préjugés ?

Enfin, toute la notion de risque elle-même est intéressante et mérite d'être questionnée. Qu'est-ce que les commissaires de la CNLC entendent par risque ? Mis à part les éléments qu'ils identifient à partir du cadre formel de prise de décision, d'autres dimensions semblent être importantes dans leur évaluation du risque, telles que l'opinion de la société. Dans ce cadre, pour les commissaires, un risque élevé fait-il référence à une probabilité de récidive générale ou à une probabilité de récidive dans un délit particulier, par exemple dans un délit sexuel et/ou violent (crimes qui, selon les propos des interviewés, sont particulièrement redoutés par la société) ? Dans un même ordre d'idées, jusqu'à quel point peut-on affirmer que le risque est déterminé en fonction de la probabilité que quelqu'un récidive et non en fonction de ce que redoute la population générale ?

Ceci nous amène à questionner sur la nécessité et sur la valeur du système objectif mis en place. Celui-ci voulait être un modèle de référence uniforme en matière de libération anticipée. Étant donné que les décideurs à la base de cette décision sont des personnes humaines influencées par de multiples facteurs externes et internes, il semble utopique d'espérer de l'uniformité au sein du processus décisionnel. Constatant que le processus décisionnel peut varier d'un décideur à l'autre et d'un contexte à l'autre, il devient alors pertinent de se

questionner plus profondément sur l'origine et la motivation même de la décision.

5.2-Le pouvoir décisionnel

À la lumière de nos résultats, il apparaît que les décideurs de la CNLC ont le dernier mot en matière de libération anticipée. Leur prise de décision se base sur l'évaluation du risque que représente le délinquant pour la communauté. Celle-ci se fait en fonction de toutes les informations que les commissaires détiennent sur le cas. Après réflexion et délibération, les commissaires statuent sur l'octroi d'une libération anticipée. À la lumière des enjeux de la prise de décision et des éléments pris en compte dans le processus décisionnel, il est pertinent de se pencher sur les limites du pouvoir des commissaires. Même s'il revient aux décideurs de la CNLC de trancher sur la libération conditionnelle, sont-ils tout à fait libres dans leurs décisions? Détiennent-ils le pouvoir décisionnel?

5.2.1-Opinion publique

Les commissaires de la CNLC ont été choisis pour statuer en matière de liberté anticipée. Dans leur discours, les décideurs de la CNLC soutiennent être seuls à trancher dans cette décision. C'est-à-dire qu'ils sont « *libres de toute influence* » et que leur réflexion ne se fait qu'en fonction du cas à l'étude. Toutefois, plusieurs autres facteurs externes (acteurs silencieux) sont présents parmi les critères pris en compte dans

ce processus décisionnel. En effet, même si les commissaires disent ne pas être influencés par des sources extérieures, l'opinion publique détient une place de choix parmi les éléments pouvant influencer le processus décisionnel.

La décision de remettre ou non un délinquant dans la collectivité soulève des enjeux importants. Bien que la libération conditionnelle s'octroie dans un objectif de protection de la société, le retour d'un délinquant dans la collectivité peut occasionner de vives réflexions sur la portée même de cette protection. La prise de décision en fonction de la protection de la collectivité passe aussi par ce que la société définit comme étant sécuritaire pour elle. D'une certaine façon, cette réinsertion sociale remet la protection de la société en question. En effet, le retour en société de quelqu'un préalablement trouvé coupable d'un acte répréhensible par la loi suscite des questionnements. Ainsi, pour les décideurs de la CNLC, il va de soi que le processus décisionnel tienne compte des besoins, peurs et revendications de la population, que ceux-ci soient réels ou amplifiés. La prise de décision sera alors dirigée en partie par l'opinion publique. Le pouvoir décisionnel des commissaires n'est pas pur, mais tributaire du tempérament actuel de la société. D'une certaine façon, il revient à dire que les préjugés adoptés par la population générale peuvent venir influencer les décisions des commissaires.

Par ailleurs, le processus décisionnel est appliqué par des personnes humaines, qui font elles aussi partie de la société. Comme certains décideurs l'ont apporté, ils « [n'arrivent] *pas de la planète Mars* ». Il

revient à dire que les décideurs en matière de libération conditionnelle ne sont pas tout à fait extérieurs à l'opinion et aux souhaits de la population générale face à la criminalité. Le pouvoir décisionnel en matière de liberté sous condition ne revient donc pas seulement à la personne qui signera la feuille de décision, mais aussi au pouls de la société du moment.

5.2.2-Le processus décisionnel est-il juste?

Dans leur discours, les décideurs de la CNLC ont mentionné « *être au service de la population* ». Ainsi, le processus décisionnel sera d'abord et avant tout guidé par l'opinion publique. De cette façon, le processus décisionnel est-il juste pour tous les délinquants? Si la population tolère moins certains criminels que d'autres, ça aura nécessairement une influence sur le type et le nombre de libertés octroyées à ces délinquants en particulier. Les commissaires y penseront par deux fois avant de remettre un délinquant sexuel en liberté, sachant que la société les tolère moins. Par ailleurs, selon l'étude de Johnson (2002), les délinquants sexuels sont sujets à des mesures plus restrictives en matière de libération conditionnelle. Toutefois, selon cette même étude, comparés à d'autres types de délinquants, tels les délinquants violents, les délinquants sexuels ne sont pas ceux qui ont le taux de récidive le plus élevé. Ainsi, on peut ressentir les intolérances de la société au travers de certaines décisions de la CNLC.

À la suite d'un cas spectaculaire médiatisé, la société réagit et revendique plus de sévérité dans les cas de libertés conditionnelles. Les commissaires se disent « *au service de la population* », ainsi, les décisions en matière de liberté anticipée seront teintées de cette intolérance de la société. Dans leur discours, les décideurs de la CNLC soutiennent que la médiatisation de leurs décisions ou d'un cas spectaculaire, a un impact minime sur leur prise de décision. Néanmoins, ceux-ci disent être plus minutieux dans leur étude de cas à la suite d'une récidive qui aura été médiatisée.

Le processus décisionnel est donc juste et équitable jusqu'à un certain point. Le délinquant X qui demande une liberté sous condition ne devrait pas être brimé parce que Y a récidivé une semaine plus tôt. Le processus décisionnel a été conçu et standardisé de façon à ce que des influences de la sorte ne se produisent pas. Toutefois, dans la réalité, les décideurs de la CNLC sont des êtres humains et vivent aussi au sein de la société. Comme ils nous l'ont démontré au travers des entrevues, ils sont sensibles au pouls de la société dans leur prise de décision.

5.2.3-Enjeux

Une question de fond ressort de cette dimension de pouvoir et d'influences sur la prise de décision de la CNLC. C'est la question d'imputabilité des décideurs de la CNLC. Ceux-ci ont l'importante responsabilité d'une décision qui peut parfois avoir des conséquences négatives. Ainsi, ils sont en partie imputables de la tournure des

événements, car ils sont à la tête de ces décisions. Dans ces conditions, au moment d'une prise de décision, les commissaires appréhendent, d'une certaine façon, l'opinion et la réaction de la collectivité à la suite d'un événement négatif. Pour ces raisons, la CNLC met en place une structure de soutien et de protection de ses membres lors d'un événement médiatique.

Toutefois, des propos des commissaires, il ressort que ceux-ci sont tout à fait conscients de l'éventualité que des événements négatifs surviennent. C'est donc en raison de cette imputabilité que les commissaires sont restreints dans leur processus décisionnel. On se retrouve donc face à des décideurs qui ont, d'une certaine façon, les mains un peu liées dans leur prise de décision. D'une part, ils sont restreints dans leurs décisions car ils doivent rendre des décisions qui s'inscrivent dans un cadre formel restrictif (LSCMLSC). D'autre part, ils doivent en quelque sorte répondre aux attentes de la société afin d'éviter les retombées d'éventuelles récidives par des libérés conditionnelles. Il devient alors justifié que ces deux parties soient au cœur du processus décisionnel en matière de liberté anticipée.

Conclusion

Depuis plusieurs années des moyens ont été déployés pour normaliser et objectiver le processus décisionnel de la CNLC. Toutefois, à la lumière du discours des commissaires de la CNLC, nous constatons que des éléments

objectifs et subjectifs entrent en compte dans leur prise de décision. Notamment, les décideurs de la CNLC sont encadrés par la LSCMLSC et par des politiques décisionnelles précises dans leurs décisions. À ce cadre formel s'ajoute une dimension subjective qui guide le déroulement de la prise de décision des commissaires. Ainsi, en dépit de tout l'appareil objectif mis en place, en bout de ligne les commissaires rendent des décisions teintées de subjectivité. Tous ces éléments remettent en question l'uniformité et la conformité que vise le processus décisionnel en matière de liberté anticipée. Bien que les décisions rendues soient subjectives, celles-ci cadrent parfaitement dans le moule des critères de la loi. Ainsi, la subjectivité des décideurs est justifiée et protégée par la loi qui encadre le processus décisionnel.

Est-il possible d'affirmer que le processus décisionnel en matière de liberté anticipée est un processus objectif? Oui, dans une certaine mesure. En effet, une normalisation des décisions a été implantée (LSCMLSC et outils d'évaluations du risque). Toutefois, l'évaluation du risque en matière de libération conditionnelle est faite par des gens et non par des outils statistiques. Donc, ce processus contient aussi une part de subjectivité en raison de tout ce qui s'ajoute aux critères décisionnels.

Est-il possible de dire que le processus décisionnel permet de rendre des décisions qui soient justes? Ici encore un bémol s'impose. Le processus d'étude et l'évaluation du risque se veulent une démarche équitable. Toutefois, les décideurs ne sont pas les seuls à trancher. Dans leur prise de décision, les besoins de la société sont pris en compte. En bout de

ligne, il revient à dire que les commissaires prennent une décision, au nom de la société. Ainsi, les décisions sont justes, dans la mesure où les choix de la société sont justes.

À la lumière des éléments évoqués, il serait pertinent d'approfondir le questionnement sur d'autres aspects de la prise de décision des commissaires de la CNLC. Plusieurs facettes restent obscures. Nos résultats montrent l'implication d'une facette plus subjective dans la prise de décision. Ainsi, il serait pertinent de se questionner sur l'influence de variables plus personnelles des décideurs dans la prise de décision. Par ailleurs, nos résultats témoignent d'une certaine influence de l'opinion publique sur le processus décisionnel en matière de liberté anticipée. Ainsi, il serait intéressant de pousser plus loin la réflexion pour ressortir, au fil des années, les liens entre les statistiques d'octroi en libération anticipée et, par exemple, les périodes où il y a eu des cas de récidives qui ont causé des remous médiatiques. Enfin, il serait intéressant de se questionner sur la portée que les éléments mis en lumière dans ce mémoire pourraient avoir sur le processus décisionnel en matière de libération conditionnelle.

RÉFÉRENCES

- Andrews, D., Bonta, J. & Hoge, R.D. (1990). Classification for effective rehabilitation. *Criminal justice and behaviour*. 17, p. 19-52.
- Archambault, J. (1938). *Rapport de la Commission Royale d'enquête sur le système pénal du Canada*. Ottawa : Imprimeur de la Reine.
- Carrière, P. & Silverstone, S. (1976). *Le processus de libération conditionnelle*. Ottawa : Approvisionnements et services.
- Commission nationale des libérations conditionnelles. (2002a). *Manuel des politiques de la Commission nationale des libérations conditionnelles*. Gouvernement du Canada.
- Commission nationale des libérations conditionnelles. (2002b). *Rapport de surveillance et de rendement 2001-2002*. Ottawa, Gouvernement du Canada.
- Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003a). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : Les origines de la libération conditionnelle au Canada*. Ottawa, Gouvernement du Canada.
- Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003b). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : La libération conditionnelle au Canada durant les années 1920 et 1930*. Ottawa, Gouvernement du Canada.
- Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003c). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : Les gens derrière les réformes après la Deuxième guerre mondiale*. Ottawa, Gouvernement du Canada.
- Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003d). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : La Commission nationale*

des libérations conditionnelles de 1959 à 1974. Ottawa, Gouvernement du Canada.

Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003e). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : La Commission nationale des libérations conditionnelles durant les années 1970.* Ottawa, Gouvernement du Canada.

Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003f). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : La Commission nationale des libérations conditionnelles durant les années 1980.* Ottawa, Gouvernement du Canada.

Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003g). *Historique de la libération conditionnelle au Canada : La Commission nationale des libérations conditionnelles durant la dernière décennie.* Ottawa, Gouvernement du Canada.

Commission nationale des libérations conditionnelles. (2003h). *Les faits : Les victimes - Fournir des renseignements.* Ottawa, Gouvernement du Canada.

Coté, G. (2001). Les instruments d'évaluation du risque de comportement violents : mise en perspective critique. *Criminologie*, 34(1), p. 31-45.

Cousineau, M-M., Lemire, G., Vacheret, M. & Dubois, É. (2002). *Les contrevenants en libération d'office : Profil et perspectives.* Rapport de Recherche, Centre internationale de criminologie comparée. Montréal. Cahier de recherche criminologique, no.35. 61 p.

Crozier, F. & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective.* Paris. Édition du Seuil. 500 p.

Daubney, D. (1988). *Des responsabilités à assumer. Rapport du Comité permanent de la justice et du solliciteur général sur la détermination de la peine, la mise en liberté sous condition et d'autres aspects du système correctionnel.* Ottawa : Approvisionnements et Services.

- Deslauriers, J-P. (1991). *Recherche qualitative. Guide Pratique*. Chenelière/McGraw-Hill. Montréal. 142 p.
- Dozois, J., Lemire, G., Vacheret, M. (1996). *Rapport final sur la revue du processus de gestion de cas: la perspective criminologique*. Montréal, Université de Montréal, 65 p.
- Fauteux, G. (1956). *Rapport d'un comité institué pour faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au Service des pardons du Ministère de la Justice du Canada*. Ottawa. Imprimeur de la Reine.
- Gaudreault, A. (1994). Entre une préoccupation plus grande pour les victimes d'actes criminels et la reconnaissance de droits réels. *Porte Ouverte*, 5(2) hiver. p. 8-9.
- Gaudreault, A. (2001). La déclaration de la victime à l'audience des libérations conditionnelles: un nouveau poids dans la balance? *Actualités-Justice*, Une publication de l'Association canadienne de justice pénale. 16(3), p. 9-10.
- Ghiglione, R. & Matalon, B. (1978). Comment interroger? Les entretiens. Dans R. Ghiglione et B. Matalon: *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratiques*. p. 57-92.
- Goldenberg, H. (1974). *La libération conditionnelle au Canada. Rapport du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles*. Ottawa. Imprimeur de la Reine.
- Guba, E. G. & Lincoln, Y. S. (1994). Competing paradigms in qualitative research. dans N. K. Denzin & Y. S. Lincoln. *Handbook of Qualitative Research*. Thousand Hope CA: Sage. p. 105-117.
- Hare, R.D. (1991). *The Hare Psychopathy Checklist: Revised*. Toronto, Ontario, Multi-Health Systems, Inc.
- Jonhson, S.L. (2002). Les décisions de mise en liberté des délinquants sexuels sont-elles empreintes de préjugés? *Forum*, 14(1), p. 40-41.

- Kohn, R.C. (1989). L'observation participante et la recherche-action : une comparaison. *Pratiques de formation*, n. 18, p. 69-74.
- Kropp, P.R., Hart, S.D., Webster, C.D. & Eaves, D. (1995). *Spouse Assault Risk Assessment Guide (SARA)*. Toronto: Multi-Health Systems Inc.
- Landreville, P. (1992). La prédiction de la dangerosité et la mise sous garde. *Revue du Barreau*, 52(3) Juillet-Septembre, p. 731-746.
- Landreville, P. (2001). Le système pénal au Canada : tendances et ambiguïtés. *Porte ouverte*, 12(2) Hiver, p. 5-8.
- Laurin, C., Viens, C. (1996). La place de la victime dans le système de justice pénale. Dans P. Campeau, M. Clarkson & M-M. Cousineau. *Question d'équité. L'aide aux victimes d'actes criminels*. Association québécoise Plaidoyer-Victimes. p. 109-134.
- Macnaughton-Smith, P. (1976). *Liberté au compte-gouttes*. Ottawa : Approvisionnements et services.
- Motiuk, L. (1997). Classification for correctional programming: the offender intake assessment (OIA) process. *Forum on Corrections Research* 9(1), Ottawa: Correctional service of Canada
- Mucchielli, A. (1996). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Armand Colin, Paris. 275 p.
- Nuffield, J. (1982). *La libération conditionnelle au Canada : recherche en vue d'une normalisation des décisions*. Ottawa, Solliciteur générale du Canada, Division de la recherche.
- Ouimet, R. (1969). *Rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnel. Justice pénale et correction : un lien à forger*. Solliciteur général du Canada. 554 p.
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer & A. Pires (Eds). *La*

recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques.
Boucherville : Gaëtan Morin. p. 173-209.

Pratt, J. (2001). Dangereusité, risque et technologies du pouvoir.
Criminologie, 34(1), p. 101-121.

Quinsey, V.L. & Walker, W.D. (1992) Dealing with dangerousness:
Community risk management strategies with violent offenders. Dans
R.V. Peters, R.J. McMahon & V.L. Quinsey. *Aggression and Violence
Throughout de Life Span*. Chap. 11. p. 244-262.

Robert, D. (2001). Transformations récentes de la législation fédérale sur
la mise en liberté sous condition au Canada. Une lecture à la lumière
des écrits sur la notion de risque. *Criminologie*, 34(1), p. 73-99.

Roberts, J. (1995). Les médias non plus ne disent pas toute la vérité.
Actualités-Justice, Une publication de l'Association canadienne de
justice pénale. 11(1), p. 6-8.

Roberts, J. (2001). Il est temps de se pencher à nouveau sur la
déclaration de la victime. *Actualités-Justice*, Une publication de
l'Association canadienne de justice pénale. 16(3), p. 10-12.

Roberts, J. V. & Doob, N. (1990). News media influences on public views
of sentencing. *Law and Human Behavior* 14(5), p. 451-468.

Schneider, S.J. (2001). Victimological developments in the world during
the last three decades. A study of comparative victimology. Dans A.
Gaudreault & I. Waller, *Au-delà des frontières : recherche et action
pour le troisième millénaire*. Montréal. Association québécoise
Plaidoyer-Victimes, p. 19-68.

Solliciteur général Canada. (1992). *Loi sur le système correctionnel et la
mise en liberté sous condition*. Ottawa, Gouvernement du Canada.

Solliciteur général Canada. (2002). *Aperçu statistique : le système
correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Novembre,
Ottawa, Gouvernement du Canada.

- Taylor, G. (1998). Préparer des rapports pour les décisions relatives à la libération conditionnelle : Utiliser nos renseignements et notre temps de la meilleure façon possible. *Forum de recherche sur l'actualité correctionnelle*, 10(2) mai, p. 30-34.
- Thomassin, K. & Landreville, P. (2001). La couverture journalistique des requêtes de révision judiciaire au Canada. *Revue canadienne de criminologie*, 43(1) janvier, p. 1-25.
- Vacheret, M. & Cousineau, M.M. (sous presse). L'évaluation du risque de récidive au sein du système correctionnel canadien : regards sur les limites d'un système. *Déviance et Société*, 21 p.
- Vacheret, M., Dozois, J. & Lemire, G. (1998). Le système correctionnel canadien et la nouvelle pénologie : La notion de risque. *Déviance et Société*, 22(1), p. 37-50.
- Waller, I. (1974). *Men Released from Prison*. Toronto: University of Toronto Press.
- Webster, C.D., Douglas, K.S., Eaves D. & Hart, S.D. (1997). Assessing risk of violence to others, Dans C.D. Websters & M.A. Jackson, *Impulsivity: Theory, Assessment, and Treatment*. New York : Guilford, p.251-277.

ANNEXES

ANNEXE - 1

PRÉROGATIVE ROYALE DE CLÉMENTENCE

En quoi consiste la prérogative royale de clémence?

La prérogative royale de clémence (PRC) est une prérogative exercée au nom de la reine au Canada par le gouverneur général. Il s'agit d'un genre de recours de grâce accordé dans des circonstances exceptionnelles aux personnes (ayant commis une infraction à une loi fédérale), qui le méritent.

Le gouverneur général s'appuie sur la recommandation du solliciteur général du Canada ou d'au moins un autre ministre pour accorder la clémence.

Quels types de clémence peuvent être accordés par le gouverneur en conseil?

Le *Code criminel* (art. 748 et 748.1) autorise le gouverneur en conseil à accorder les types de clémence suivants:

- Pardon absolu : reconnaissance que la condamnation d'une personne innocente était une erreur.
- Pardon conditionnel:
 1. fermeture et annulation du casier judiciaire avant l'admissibilité à une réhabilitation aux termes de la *Loi sur le casier judiciaire* (trois ans pour les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité et cinq ans pour les infractions punissables par voie de mise en accusation;
 2. octroi de la libération conditionnelle avant la date d'admissibilité dans les cas de peines d'emprisonnement à perpétuité et des peines d'une durée indéterminée.
- Remise d'une amende, d'une confiscation ou d'une sanction pécuniaire : suppression de l'obligation de payer le montant imposé.

Le gouverneur général peut-il autoriser ces types de clémence?

Le gouverneur général peut accorder le pardon absolu et le pardon conditionnel et la remise d'une amende, d'une confiscation ou d'une sanction pécuniaire. Cependant, on n'a recours au pouvoir du gouverneur général d'accorder la clémence que lorsqu'il est impossible d'appliquer les dispositions du *Code criminel*.

Quels autres types de clémence ne peuvent être accordés que par le gouverneur général?

Le gouverneur général peut accorder les types de clémence suivants:

- Remise de peine: la totalité ou une partie de la peine est effacée.
- Sursis: interruption de l'exécution de la peine (p. ex. dans le cas d'une intervention chirurgicale importante).
- Levée d'une interdiction: modification ou suppression d'une interdiction (p. ex. interdiction de

conduire).

Quel est le rôle de la Commission nationale des libérations conditionnelles dans le cadre de la PRC?

Le rôle de la Commission nationale des libérations conditionnelles consiste à examiner les demandes de clémence, à effectuer des enquêtes et à formuler des recommandations au solliciteur général du Canada.

Quels sont les principes dont s'inspire la Commission nationale des libérations conditionnelles pour examiner les demandes de clémence?

La Commission nationale des libérations conditionnelles s'inspire de six principes directeurs lorsqu'elle examine les demandes présentées en vertu de la PRC. Ces principes permettent de recourir à un processus juste et équitable et de faire en sorte que la PRC ne soit accordée que dans les cas exceptionnels de personnes qui le méritent vraiment:

1. Il doit exister des preuves claires et concluantes d'une injustice ou d'un châtiment trop sévère (p. ex. une souffrance mentale ou physique ou une sanction financière disproportionnée par rapport à la nature et la gravité de l'infraction).
2. Chaque demande est examinée selon ses mérites. On ne tient pas compte des préjudices subis par toute autre personne. La PRC n'est pas octroyée à titre posthume.
3. Le demandeur doit avoir épuisé tous les autres recours dont il peut se prévaloir en vertu du *Code criminel* ou d'autres lois pertinentes (c.-à-d. la libération conditionnelle et les appels).
4. L'indépendance du pouvoir judiciaire doit être respectée, c'est-à-dire qu'il doit y avoir des motifs solides et précis de recommander des mesures qui iraient à l'encontre d'une décision du tribunal.
5. La PRC n'est envisagée que dans les rares cas où les considérations de justice, d'humanité et de compassion l'emportent sur l'administration normale de la justice.
6. La décision ne doit en aucune manière accroître la peine du demandeur.

ANNEXE - 2

LA RÉHABILITATION

Qu'est-ce que la réhabilitation?

La réhabilitation permet aux personnes qui ont été condamnées pour une infraction criminelle, mais qui ont purgé leur peine en totalité et démontré qu'elles agissent dans le respect de la loi, d'avoir leurs dossiers criminels gardés à part des autres dossiers judiciaires. La Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) peut, en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (LCJ), délivrer, octroyer, refuser ou révoquer des réhabilitations touchant des condamnations au regard de lois ou de règlements fédéraux du Canada.

Quels sont les avantages de la réhabilitation?

Tous les renseignements sur les condamnations seront retirés du système informatique du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et aucun renseignement sur les condamnations ne peut être communiqué sans l'autorisation du solliciteur général du Canada. La LCJ s'applique uniquement aux dossiers conservés au sein de l'administration fédérale. Toutefois, beaucoup d'organismes provinciaux ou municipaux chargés d'exécuter la loi collaborent en restreignant l'accès à leurs dossiers une fois qu'ils sont avisés qu'une réhabilitation a été octroyée.

La *Loi canadienne sur les droits de la personne* interdit toute discrimination envers les personnes qui ont obtenu une réhabilitation, qu'il s'agisse de la prestation de services à ces personnes ou de leur admissibilité à un emploi dans un organisme fédéral. La LCJ stipule qu'aucun formulaire de demande d'emploi utilisé au sein de la fonction publique fédérale ne peut renfermer des questions qui obligeraient un réhabilité à révéler une condamnation visée par une réhabilitation. Cela s'applique également aux sociétés de la Couronne, les Forces canadiennes ou toute entreprise relevant du gouvernement fédéral.

Quelles sont les limites de la réhabilitation?

- La réhabilitation n'efface pas le fait qu'une personne ait été condamnée.
- La réhabilitation ne garantit pas l'entrée dans un autre pays ou l'obtention d'un visa.
- Étant donné qu'ils relèvent de lois provinciales ou de règlements municipaux, les cours et les services de police (autres que la Gendarmerie Royale du Canada (GRC)) ne sont pas obligés de garder les dossiers de condamnations à part des autres dossiers.
- La LCJ énumère certaines infractions sexuelles. Si une personne obtient une réhabilitation pour une de ces infractions, son dossier sera gardé à part des autres dossiers, mais un indicateur sera associé à son nom dans le système du CIPC. Cela signifie qu'un employeur pourrait demander à une personne que son dossier lui soit communiqué si cette personne tente d'obtenir un emploi qui la mettra en contact avec des enfants ou d'autres personnes vulnérables en raison de leur âge ou d'un handicap.
- Si une condamnation comportait une interdiction de conduire un véhicule ou de posséder une arme

à feu, la réhabilitation n'annulera pas ces interdictions.

Qui peut présenter une demande de réhabilitation?

Une personne peut présenter une demande de réhabilitation si elle a été condamnée pour une infraction à une loi fédérale du Canada ou à ses règlements, même si elle n'est pas citoyenne canadienne ou résidente du Canada. Une personne peut également présenter une demande si elle a été condamnée à l'étranger puis transférée au Canada en vertu de la *Loi sur le transfert des délinquants*.

Quand peut-on présenter une demande?

Pour pouvoir présenter une demande, la personne doit 1) avoir purgé toutes ses peines et 2) avoir attendu une certaine période après avoir purgé toutes ses peines.

1. Quand la peine est-elle purgée en totalité?

- Lorsque la personne a payé toutes ses amendes, suramendes et frais, et entièrement exécuté les ordonnances de restitution et de dédommagement;
- Lorsque la personne a fini de purger la peine d'emprisonnement, y compris la période de liberté conditionnelle ou de liberté d'office;
- Lorsque la personne a satisfait à toutes les conditions de l'ordonnance de probation.

2. Quelle est la période d'attente?

a. Pour une infraction au *Code criminel* et à d'autres lois fédérales:

- Trois ans si la personne a été reconnue coupable par procédure sommaire;
- Cinq ans si la personne a été reconnue coupable par voie de mise en accusation.

b. Si la personne a été transférée aux termes de la *Loi sur le transfert des délinquants*:

- Cinq ans pour toutes les condamnations.

c. Pour une infraction à la *Loi sur la défense nationale*:

- Cinq ans si la personne a dû payer une amende de plus de 2 000\$ ou si la personne a été emprisonnée plus de six mois ou si la personne a été renvoyée des Forces canadiennes;
- Trois ans pour toute autre sanction.

Est-ce qu'une personne doit faire une demande de réhabilitation lorsque celle-ci a reçu une absolution inconditionnelle ou sous condition?

Non. Il n'est pas nécessaire de faire une demande de réhabilitation si son casier judiciaire comprend seulement des absolutions inconditionnelles ou sous condition. Les renseignements sur les absolutions inconditionnelles ou sous condition ordonnées par la cour, le 24 juillet 1992 ou après, seront automatiquement retirés un an après.

Est-ce que la réhabilitation peut être refusée?

Oui. Par exemple, si la CNLC conclue qu'une personne n'est pas de bonne conduite. Toutefois, une personne peut présenter une nouvelle demande après un an.

La réhabilitation peut-elle être révoquée?

Oui. La CNLC peut révoquer la réhabilitation si:

- La personne est condamnée pour une nouvelle infraction à une loi fédérale ou à ses règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
- La CNLC conclue que la personne n'est plus de bonne conduite;
- La CNLC apprend que la demande de réhabilitation comportait une déclaration inexacte ou trompeuse, ou dissimulait un point important.

Dans ces circonstances, les dossiers sur les infractions que la réhabilitation visait sont à nouveau classés avec les autres dossiers sur les condamnations.

La réhabilitation peut-elle cesser d'avoir effet?

Oui. Si le réhabilité est ultérieurement condamné pour:

- une infraction à une loi fédérale ou à ses règlements punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation;
- une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation ou par procédure sommaire; ou
- si la CNLC est convaincue, à la lumière de renseignements nouveaux, que le réhabilité n'était pas admissible à la réhabilitation à la date à laquelle elle lui a été octroyée ou délivrée.

Dans ces circonstances, les dossiers sur les infractions que la réhabilitation visait sont à nouveau classés avec les autres dossiers sur les condamnations.

